

# Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2008  
LE MAGAZINE DE LA DDC  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
ET LA COOPÉRATION  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)



**Financement du développement: les montants disponibles sont largement inférieurs aux besoins**

**Pérou: espoir d'une vie meilleure pour les petits paysans**

**Commerce et développement: des conflits d'intérêts freinent l'élaboration de règles équitables**

## DOSSIER



### FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

#### Le prix de la lutte contre la pauvreté

Le chemin sera encore long jusqu'à ce que les pays pauvres disposent de suffisamment de ressources pour financer leur développement

**6**

#### Un carnet d'épargne sur quatre pattes

Les pays en développement doivent entreprendre des réformes pour mobiliser leurs propres ressources financières – la Suisse soutient ces efforts

**12**

#### La lutte contre les kleptocrates

La Suisse a entrepris de restituer systématiquement les avoirs illicites placés dans ses banques

**14**

### Des policiers à l'écoute de la population

En Bosnie et Herzégovine, la DDC soutient la création d'une police de proximité

**24**

## FORUM



### Le commerce, moteur du développement

Les échanges commerciaux contribuent à la prospérité et à la paix, pour autant qu'ils se déroulent dans un cadre équitable

**26**

### L'enfant à naître

La romancière haïtienne Éveline Trouillot observe une future mère qui choisit de ne pas émigrer, malgré les difficultés

**29**

## HORIZONS



### Le *sacha inchi*, un cadeau des Incas

Des petits paysans péruviens produisent des marchandises qui ont la cote dans les pays industrialisés

**16**

### La ville des invisibles

Albino Ruiz Lazo évoque les millions de migrants ruraux qui vivent dans les bidonvilles de Lima

**20**

## CULTURE



### Une nouvelle vie pour les «villes mortes»

Avec ses trois sentiers pédestres, un projet original associe en Syrie culture, gouvernance et environnement

**30**

## DDC

### Derrière les images apocalyptiques du Sud

Martin Dahinden, directeur de la DDC, déplore l'image négative que les médias donnent des pays en développement

**21**

### Un coup de pouce aux bergers mongols

En Mongolie, la DDC a versé une aide en espèces à des bergers nomades dont la survie était menacée – un projet couronné de succès

**22**

Éditorial	3
Périscopes	4
DDC interne	25
Au fait, que sont l'adaptation et la mitigation ?	25
Service	33
Impressum	35

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.





## Les pauvres sont riches. Si seulement ils pouvaient en profiter !

Les préjugés ont la vie dure. Confortés par des milieux politiques et médiatiques hostiles à la coopération au développement, nombre de citoyens suisses sont persuadés que l'argent des pays du Nord coule à flots vers ceux du Sud. Là, il serait englouti dans des projets pharaoniques et détourné presque exclusivement au profit de quelques potentats et de leur garde rapprochée.

Ne soyons pas naïfs, ces cas de figure existent. Nous ne vivons pas au paradis terrestre. Dans trop de pays en développement, la bonne gouvernance n'est pas la règle et la démocratie, comme la décentralisation, ont encore beaucoup de progrès à faire. La lutte contre la pauvreté, la couverture des besoins vitaux, l'accès à l'éducation et à la santé sont autant de défis planétaires à relever.

Il existe cependant une autre réalité, moins connue du grand public : celle des échanges Sud-Sud et des flux, financiers notamment, qui vont du Sud au Nord. Le dossier que nous consacrons dans cette édition d'*Un seul monde* au financement du développement met en lumière des chiffres surprenants. Ainsi apprend-on que les pays pauvres sont des exportateurs nets de capitaux. Au titre du service de la dette, du rapatriement de leurs bénéfices par les multinationales, de la fuite des capitaux ou encore de l'évasion fiscale, les transactions financières du Sud vers le Nord sont plus importantes qu'en sens inverse.

C'est là que le bât blesse. Ces centaines de milliards de francs, de dollars ou d'euros ne devraient pas refluer vers le Nord. Ils doivent rester au Sud, où les pays en développement ont besoin de ressources financières accrues

afin de lutter efficacement et à large échelle contre la pauvreté et de s'approcher des Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU. C'est à cette rude tâche que va s'atteler le sommet qui se tient à Doha, début décembre, six ans après l'adoption du Consensus de Monterrey sur le financement du développement.

Le succès n'est pas garanti, les obstacles sont considérables. Il ne s'agit de rien de moins, notamment, que de créer un système commercial équitable et de réformer les institutions financières internationales. Pour que les pays pauvres tirent un meilleur profit de leurs ressources – car ils n'en sont pas dépourvus –, ils devront adopter une série de mesures radicales. La décentralisation et l'élargissement de l'assiette fiscale, la lutte contre la fuite des capitaux, l'élaboration de cadres législatifs à même d'attirer des investisseurs occidentaux, le renforcement du système des « banques des pauvres » qui pratiquent la microfinance, la restitution des avoirs illicites font partie de cette panoplie, au même titre que la recherche de solutions de financement novatrices, inédites.

Pour stopper cette hémorragie financière, les experts réunis à Doha vont devoir faire preuve à la fois de courage pour empoigner les problèmes à bras le corps et d'audace pour imposer des solutions drastiques. Pour que les pauvres soient un peu moins pauvres, il faudra y mettre le prix.

Jean-Philippe Jutzi  
Porte-parole



Martin Roemer/afp

## La vieillesse dans les pays en développement

(bf) Quelque 100 millions de personnes âgées à travers le monde disposent de moins d'un dollar par jour pour vivre. Dans les pays en développement, 80% d'entre elles n'ont pas de revenu régulier. Au milieu du 21<sup>e</sup> siècle, quatre individus de plus de 65 ans sur cinq vivront dans ces pays. Telles sont les conclusions d'une étude récente du Centre allemand de gérontologie (DZA), qui était consacrée en particulier aux formes de vie familiale, à la couverture financière et à la santé des seniors dans les pays en développement. Selon le DZA, ces derniers sont pour la plupart obligés de travailler jusqu'à un âge très avancé; ils font partie des catégories de population les plus mal loties et souffrent souvent de malnutrition. Il est en outre fréquent que des grands-parents élèvent leurs petits-enfants orphelins sans avoir de quoi les loger et les nourrir correctement. Cela aggrave encore leur état de santé par rapport à celui des autres personnes du même âge.

## Médecin de brousse, une vocation rare

(jls) Bien qu'un tiers d'entre eux soient sans emploi, les médecins malgaches préfèrent rester en ville plutôt que de s'installer dans les zones rurales. Ils redou-

tent le manque d'infrastructures, l'insécurité et pensent qu'ils ne pourront pas gagner leur vie, étant donné la pauvreté endémique des populations. Depuis 2004, une cinquantaine de jeunes médecins ont toutefois choisi de s'établir en brousse et une trentaine d'autres s'apprêtent à leur emboîter le pas. L'organisation française Santé Sud leur a permis d'exercer la médecine généraliste dans des zones isolées et leur offre un kit de démarrage contenant entre autres du matériel pour la petite chirurgie. Après cinq mois d'activités dans un village situé à une centaine de kilomètres de la capitale, l'un de ces praticiens, Ridiara Randriamparany, est heureux de constater que son cabinet s'autofinance. Il gagne l'équivalent de 350 euros par mois, soit trois fois plus que ses confrères du secteur public. En proposant des soins à bas prix, il peut accueillir un grand nombre de patients et ainsi augmenter ses bénéfices.

## La tyrannie du riz au Sénégal

(jls) Jusqu'à récemment, les consommateurs sénégalais se tournaient systématiquement vers les céréales importées, bien moins chères que celles produites localement. Sous l'effet de la crise alimentaire mondiale, ils commencent à reconsidérer le

contenu de leur assiette, car l'écart de prix se réduit. Pendant les six premiers mois de 2008, le riz importé a augmenté de 40%, tandis que le fonio, le mil et le maïs cultivés dans le pays s'appréciaient de 15% seulement. Or, le Sénégal importe l'essentiel de son riz, qui est devenu l'aliment de base. Quelques initiatives ont été lancées pour tenter de soustraire les consommateurs à la « tyrannie du riz », mais celui-ci présente toujours le gros avantage de se préparer vite et facilement. À Dakar, une centaine d'élèves de deux écoles primaires ont participé à un projet intitulé « Mangeons local ». Cette expérience leur a fait découvrir les produits du terroir: deux fois par semaine, les élèves ont préparé et dégusté des céréales locales. Ils ont ainsi appris quelques recettes susceptibles de remplacer l'omniprésent riz au poisson, le *thiébou dieune*. « Hier matin, j'ai demandé à ma maman d'essayer la bouillie de maïs », raconte un garçon de dix ans.

## Le poulet camerounais se remplume

(jls) L'invasion de poulet congelé en provenance d'Europe avait miné la filière avicole du Cameroun, causant la perte de près de 110 000 emplois entre 1994 et 2003. À la suite d'une



Ron Gang/Siti Pictures





## Le charriot

campagne de sensibilisation menée par une association de la société civile, le gouvernement a fortement réduit les importations, avant de les interdire complètement en 2007. Cette mesure fait le bonheur de l'agriculture locale, qui a retrouvé des niveaux élevés de production et touche désormais des subventions étatiques. Les consommateurs, eux, apprécient très modérément l'interdiction. Certains regrettent les bas morceaux que l'on trouvait autrefois à prix cassés sur les marchés, même si les conditions d'hygiène étaient déplorables. Aujourd'hui, le poulet camerounais, vendu entier et vivant, coûte deux fois plus cher que les produits congelés d'alors. En plus, il faut le tuer, le plumer, le nettoyer et le découper. Grâce à l'installation de chaînes d'abattage d'ici fin 2008, les marchands

devraient être en mesure de proposer bientôt du poulet local en morceaux.

### Finis les pieds nus au Rwanda

(jls) Bon gré mal gré, les Rwandais s'habituent à porter des chaussures, ce qui constitue une obligation légale depuis 2006. Auparavant, marcher pieds nus était la règle un peu partout, sauf dans les villes. On ne sortait chaussé que pour participer à des cérémonies familiales ou se rendre à la messe le dimanche. En 2006, les maires des districts ont conclu des «contrats de performance» avec le président de la République. Ils se sont engagés notamment à imposer certaines règles dans le domaine de la santé. Ainsi, le port obligatoire de la chaussure est une mesure qui vise à lutter contre les mala-

dies dues au manque d'hygiène et à prévenir les blessures causées par des cailloux ou des objets tranchants, très répandus dans les villages. Nombre de villageois ont donc acheté des sandales en plastique, importées du Kenya, que l'on trouve en nombre sur les marchés. Mais ce n'est pas

une solution idéale: «Quand elles sont fermées et portées au soleil, ces chaussures peuvent causer des allergies et provoquer des mycoses», indique le docteur Martin Nteziryayo, de l'hôpital de Nyanza.



Dietrich Teilmann/Paros/Stratus







# Le prix de la lutte contre la pauvreté

Six ans après l'adoption du Consensus de Monterrey par la communauté internationale, le financement du développement est toujours nettement inférieur aux besoins. Des progrès ont été enregistrés dans certains domaines, comme l'allègement de la dette. Mais il reste beaucoup à faire pour augmenter les ressources financières à la disposition des pays pauvres. De Jane-Lise Schneeberger.

Réduire la pauvreté et la faim dans le monde, faire baisser le taux de mortalité infantile, assurer une éducation primaire à tous, stopper la propagation du sida... Comment financer la réalisation des huit Objectifs du Millénaire pour le développement qui doivent être atteints d'ici 2015 ? La question était déjà au cœur de la Conférence internationale sur le financement du développement, en 2002 à Monterrey (Mexique). Les États membres de l'ONU avaient alors examiné toutes les ressources, publiques et privées, susceptibles d'être mobilisées au plan national et international. Ils avaient signé un contrat fondé sur une répartition des tâches entre le Nord et le Sud, tout en rappelant que «chaque pays est responsable au premier chef de son propre développement social et économique». Les pays du Sud s'étaient engagés à mobiliser leurs ressources financières intérieures. Ceux du Nord avaient promis d'une part d'améliorer l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) et de lui consacrer 0,7% de leur revenu national brut (RNB) – un objectif fixé par les Nations Unies depuis 1970 –, d'autre part d'alléger la dette des pays les plus pauvres. Le Consensus de Monterrey préconisait également de mobiliser les ressources internationales, en particulier les investissements étrangers directs, de créer un système commercial équitable et de réformer les institutions financières internationales.

## Des retards de part et d'autre

Du 29 novembre au 2 décembre prochains, un nouveau sommet se tiendra à Doha (Qatar) pour mesurer les progrès réalisés par rapport à ces six axes d'intervention. D'ores et déjà, il apparaît que les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. Le

Nord et le Sud se reprochent mutuellement de ne pas avoir respecté leur part du contrat. Pour Pascal Raess, de la section Questions globales et développement durable à la DDC, la mise en œuvre du Consensus de Monterrey marque le pas dans les deux camps : «Il est vrai que les pays riches n'ont pas augmenté l'APD comme ils s'y étaient engagés. Mais on peut aussi s'interroger sur les efforts réellement consentis par les pays en développement pour mobiliser leurs propres ressources.» Dans ce domaine, les progrès sont toutefois difficiles à évaluer, ajoute-t-il. Les mesures à prendre sont surtout de nature structurelle : renforcer le secteur financier, élaborer des politiques macroéconomiques rationnelles, améliorer la gouvernance ou encore réformer le système fiscal.

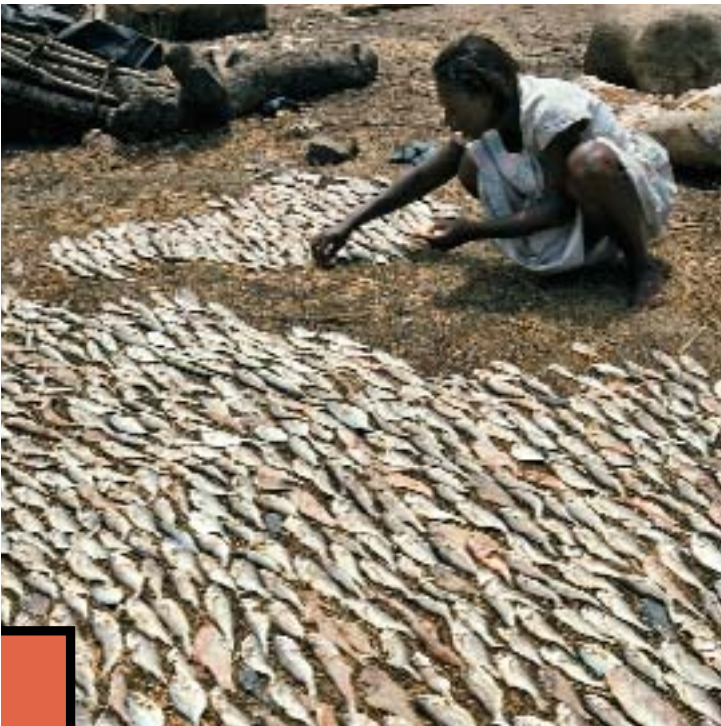
## Comptabilité contestée

L'APD, en revanche, fait l'objet de statistiques précises. Celles-ci montrent que la plupart des pays donateurs ont procédé à des augmentations, mais que seuls cinq d'entre eux (Suède, Norvège, Danemark, Luxembourg et Pays-Bas) dépassent la barre de 0,7%. Le niveau moyen de l'aide consentie par les 22 pays donateurs membres de l'OCDE, qui était de 0,23% du RNB en 2002, a grimpé régulièrement pour plafonner à 0,33% en 2005 et 0,31% en 2006. L'année dernière, il est retombé à 0,28%, ce qui correspond à un montant total de 103,7 milliards de dollars. La Suisse s'est située légèrement au-dessus de la moyenne, avec un taux de 0,37%.

La progression de l'APD ne traduit pas nécessairement une hausse des flux financiers vers le Sud. En réalité, elle reflète surtout les versements opérés au titre du désendettement des pays en développe-

## Effacer les dettes odieuses

De nombreuses ONG estiment qu'un État n'est pas tenu de rembourser des dettes «odieuses», conformément à une doctrine formulée en 1927 par un juriste russe. Elles en demandent donc l'annulation. Sont considérées comme odieuses les dettes qui ont été contractées par un régime illégitime ou despotique, non pas dans l'intérêt de la population, mais pour enrichir les dirigeants, consolider la dictature, réaliser des projets pharaoniques, etc. De plus, les prêteurs connaissent la destination des fonds. La plupart des pays du Nord rejettent cette doctrine, affirmant qu'elle ne fait pas l'objet d'un consensus international. La Norvège est le premier pays créancier à avoir reconnu sa responsabilité dans la constitution de dettes odieuses : en 2006, elle a annulé des créances qu'elle détenait envers cinq pays du Sud depuis les années 70 ; ces prêts avaient été accordés pour l'acquisition de bateaux dans le but déguisé de soutenir l'industrie navale norvégienne en crise.



**Des règles commerciales équitables sont essentielles pour les pays en développement dans tous les domaines. Sur les photos: des poissons au Ghana (à gauche) et des fruits en Inde.**

### Des outils innovants pour la santé

Deux mécanismes novateurs de financement ont été mis en place dans le domaine de la santé. L'un d'eux doit faciliter l'accès des pays pauvres aux traitements contre le sida, le paludisme et la tuberculose: la France et quatre autres pays ont décidé en 2006 de prélever une taxe de solidarité sur les billets d'avion, afin d'alimenter Unitaïd, une centrale d'achat de médicaments. Huit pays ont mis en place une telle taxe et une quinzaine d'autres s'apprêtent à le faire. D'autre part, la Facilité internationale de financement pour la vaccination, lancée en janvier 2006, permet d'accélérer l'accès aux vaccins en empruntant des fonds sur les marchés des capitaux; elle émet des obligations garanties par six pays donateurs, qui s'engagent à rembourser ces titres sur vingt ans.

ment. Ainsi, les pics de 2005 et 2006 s'expliquent par l'annulation massive des dettes de l'Irak et du Nigeria. La plupart des bailleurs de fonds comptabilisent comme de l'APD les dons alloués à de telles opérations. Les pays du Sud dénoncent cette pratique qui revient à leur faire financer les mesures d'allègement.

### Mécanismes innovants

Pour compléter l'APD, le Consensus de Monterrey recommandait de rechercher des sources novatrices de financement. Divers mécanismes ont été discutés depuis lors. Certains ont imaginé de prélever des taxes au niveau mondial – sur les transactions financières, les billets d'avions, les ventes d'armes... – ou d'organiser une loterie mondiale. D'autres ont proposé d'emprunter, sur le marché des capitaux, des fonds qui seraient remboursés à long terme par des donateurs. Aucun de ces mécanismes n'a fait l'unanimité. La Suisse a indiqué en 2005 qu'elle n'entendait pas y participer pour l'instant. Deux systèmes ont tout de même été mis en place par un nombre limité de pays (voir texte en marge).

De nouveaux défis mondiaux sont venus relancer récemment le débat sur la recherche de sources innovantes de financement. Des fonds importants seront en effet nécessaires notamment pour combattre la crise alimentaire et pour aider les pays

du Sud à s'adapter aux changements climatiques. À elles seules, ces mesures d'adaptation coûteront 86 milliards de dollars par an d'ici 2015. En tant que principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, les pays industrialisés devraient payer l'essentiel de la facture. S'ils puisent dans les budgets de l'APD, il ne restera cependant presque plus rien pour les programmes de développement. Au Sud, on insiste donc pour que les deux dossiers soient traités séparément et que l'adaptation aux changements climatiques soit financée par des ressources additionnelles.

### Une hémorragie de ressources

Les organisations non gouvernementales (ONG) suisses sont favorables à l'instauration de taxes mondiales et réclament une hausse de l'APD à 0,7%. Cependant, l'urgence est ailleurs, remarque François Mercier, de Pain pour le prochain: «Avant même d'augmenter l'aide, il faut absolument juguler la fuite des capitaux. Les pays du Sud subissent une véritable hémorragie financière qui entrave la mobilisation des ressources nationales.» Selon des estimations, entre 500 et 800 milliards de dollars d'argent sale quittent chaque année ces pays, soit cinq à huit fois plus que l'APD. Ils proviennent de la corruption, de détournements, d'activités criminelles (trafic d'armes, de stupéfiants ou d'êtres humains, rackets, contrefaçons...) et de





**Si les pays pauvres n'investissent pas suffisamment dans la santé et l'éducation, l'État et l'économie ne peuvent pas se développer**

l'évasion fiscale, en particulier celle pratiquée par les multinationales. Ces dernières recourent à divers montages financiers, comme les «prix de transfert» entre filiales d'un même groupe, pour rapatrier leurs bénéfices sans payer d'impôts. De même, les contribuables fortunés n'hésitent pas à transférer discrètement leurs avoirs vers des places financières étrangères. Le réseau mondial Tax Justice Network évalue à 50 milliards de dollars les pertes subies chaque année par les pays pauvres du fait de l'évasion fiscale.

### Un fardeau moins lourd à porter

Le service de la dette (intérêts et amortissements), qui engloutit une bonne partie des recettes publiques, participe à cette hémorragie. C'est pourquoi les bailleurs de fonds financent deux initiatives multilatérales de désendettement, créées en 1996 et en 2005. Leur but est de ramener à un niveau tolérable la dette des pays les plus pauvres. Ces mécanismes ont déjà permis d'alléger le fardeau de 33 pays, dont 27 en Afrique subsaharienne, qui ont pu consacrer les sommes ainsi libérées à des dépenses sociales. Selon François Mercier, le problème n'est pas résolu pour autant : «Les bénéficiaires sont peu nombreux et le poids de la dette reste très important, notamment pour les pays qui ne sont juste pas assez pauvres pour pouvoir profiter de ces initiatives.» Fin 2007, la dette totale des pays en

développement se montait encore à 3357 milliards de dollars.

Une fois qu'ils ont retrouvé des bases financières saines, les pays bénéficiaires d'allègements courent en outre le risque de se réendetter. Des créanciers privés et des donateurs émergents, comme la Chine, se pressent en effet pour leur accorder de nouveaux crédits.

### Une arme à double tranchant

Au chapitre des flux financiers privés en direction du Sud, le Consensus de Monterrey misait principalement sur les investissements étrangers directs (IED). L'acquisition d'entreprises ou l'implantation de filiales par des investisseurs étrangers devaient créer des emplois et réduire la pauvreté. Sur le plan quantitatif, les progrès sont fulgurants : les entrées d'IED dans les pays en développement ont doublé depuis 2003, pour atteindre 325 milliards de dollars en 2006. Malheureusement, ces ressources se concentrent sur une dizaine de grandes nations émergentes comme la Chine, l'Inde ou le Mexique, laissant de côté les pays les moins avancés. «Les investisseurs ne sont pas des philanthropes. Ils vont là où ils peuvent faire le plus de profits. Aucune entreprise ne tient à s'implanter dans un pays dépourvu d'infrastructures et dont la main-d'œuvre est non seulement peu qualifiée mais aussi en mauvaise santé», commente Jean-Michel Servet,

### Des rapaces fondent sur les pays pauvres

Des sociétés financières sans scrupules, les «fonds vautours», tirent profit des mesures de désendettement, en spéculant sur le fait que les pays pauvres vont redevenir solvables. Un fonds vautour commence par racheter à bas prix la dette d'un pays encore surendetté. Généralement, les créanciers acceptent de se débarrasser de titres qui ne valent plus grand-chose, étant donné l'insolvabilité du pays débiteur. Ensuite, celui-ci suit le processus de désendettement et recouvre sa santé financière, ce qui fait automatiquement remonter la valeur des créances. Les spéculateurs entament alors des actions en justice pour obtenir le remboursement de la dette à sa valeur initiale. En 2007, un tribunal britannique a ainsi condamné la Zambie à verser 17,5 millions de dollars à un fonds vautour.



Vanessa Volk/Redux/af

## L'aide qui reste au Nord

Les statistiques officielles font paraître l'aide plus élevée qu'elle ne l'est en réalité, affirme Concord, une confédération d'ONG européennes. Les donateurs y incluent en effet des dépenses qui ne correspondent pas à des transferts réels d'argent vers le Sud, comme les dons versés au titre de l'allègement de la dette, la formation des étudiants étrangers et les frais engendrés par l'accueil des réfugiés. Cette aide « fantôme » constitue près d'un tiers des budgets de développement. À titre d'exemple, elle représentait 13,5 milliards d'euros sur les 47,5 milliards alloués à l'APD en 2006 par les États membres de l'Union européenne; en outre, 6,7 milliards d'euros ont financé l'assistance technique, c'est-à-dire principalement les salaires de consultants européens.

professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève. « Les pays à faible revenu ont encore besoin de l'aide publique, afin de créer des conditions favorables aux activités économiques. »

Les pays du Sud se battent âprement pour attirer chez eux les investisseurs, leur proposant notamment des exonérations fiscales. « Cette course aux IED peut aussi les amener à fermer les yeux sur la violation des normes écologiques ou de la législation nationale sur le travail », remarque Markus Eggenberger, de la section ONU-Développement à la DDC. Résultat: certaines usines en mains étrangères polluent impunément l'environnement et il n'est pas rare que les ouvriers travaillent dans des conditions déplorables en touchant des salaires de misère.

## Bouffée d'oxygène pour les ménages

Les envois de fonds des émigrés sont une autre source importante de capitaux privés pour les pays en développement. Ils auraient doublé en cinq ans, passant de 120 milliards de dollars en 2002 à 240 milliards en 2007. Ces transferts complètent le revenu des familles. En règle générale, ils financent

des dépenses de consommation plutôt que des investissements productifs. De ce fait, ils n'ont guère d'impact sur le développement à long terme. Diverses initiatives tentent de canaliser cette manne financière vers des projets qui bénéficient aux communautés locales. Le marché des transferts est encore dominé par la société Western Union, qui prélève des commissions très élevées. Chaque année, plusieurs milliards de dollars se perdent ainsi en frais de transaction, au lieu de profiter aux familles des migrants. Peu à peu, d'autres opérateurs, des institutions de microfinance notamment, commencent d'offrir les mêmes services à des prix raisonnables.

## Pertes sèches à la douane

Les revenus tirés du commerce ont, eux aussi, fortement augmenté sous l'effet de la libéralisation des échanges. En 2006, les exportations des pays en développement ont atteint 3630 milliards de dollars, soit 13 fois plus que les IED et 35 fois plus que l'APD. Ces pays représentent aujourd'hui 34% du commerce mondial. Là encore, les plus pauvres d'entre eux restent marginalisés, leur part ne dépassant pas 0,5%.

Par ailleurs, l'ouverture des marchés se paie parfois





au prix fort : la réduction des taxes douanières a fait perdre aux pays du Sud des recettes fiscales qui constituaient entre 20 et 50% de leurs budgets. Ils n'ont pu compenser ce déficit que partiellement, voire pas du tout, par le prélèvement d'autres impôts.

### Réserves de guerre

Le dernier axe d'intervention recommandé par le Consensus de Monterrey concernait la réforme des



Jacob Silberberg/Panos/Strates

institutions de Bretton Woods, lesquelles traversent actuellement une crise de légitimité. De nombreuses critiques visent leur structure de décision, jugée peu démocratique du fait que les droits de vote sont attribués en fonction du pouvoir financier de chaque État membre. Le Fonds monétaire international (FMI) a procédé à un rééquilibrage, mais les pays du Sud restent nettement sous-représentés.

En raison des conditions draconiennes dont le FMI assortit ses crédits, ces pays voudraient si possible éviter de recourir à son aide en cas de crise financière. C'est pourquoi ceux d'entre eux qui en ont les moyens ont amassé d'énormes réserves de change en dollars. Leurs banques centrales seraient ainsi capables de supporter des retraits brusques et massifs de capitaux étrangers. « Si l'on parvenait à restaurer la confiance dans le FMI, les pays émergents n'auraient pas besoin d'autant de réserves. Cet argent, aujourd'hui immobilisé, pourrait être investi dans le développement », relève Markus Eggenberger. La cagnotte se monte à plus de 3000 milliards de dollars. ■

On débat au niveau international de diverses mesures destinées à générer de nouvelles ressources financières en faveur du développement.

Exemples : la transparence des bénéfices tirés de l'exploitation des matières premières (p.10, le pétrole en Angola), des taxes mondiales sur les billets d'avion ou les ventes d'armes et le renforcement du secteur financier (à gauche, la Bourse du Nigeria).

### Le Sud finance le Nord

Selon une opinion largement répandue, le Nord inonderait le Sud de capitaux, sous la forme d'aide au développement, de crédits et d'investissements. C'est le contraire qui est vrai. Dans la dernière édition de *l'Annuaire suisse du développement*, l'économiste bernois Bruno Gurtner démontre que les pays en développement sont en fait des exportateurs nets de capitaux. Depuis dix ans, les flux financiers du Sud vers le Nord sont systématiquement supérieurs, et de loin, à ceux circulant en sens inverse. En 2006, les premiers ont dépassé les seconds de 658 milliards de dollars. Ces transferts Sud-Nord incluent le service de la dette, le rapatriement des bénéfices par les multinationales, la fuite des capitaux et l'accumulation des réserves internationales de devises. Depuis 1984, le service de la dette a presque toujours été supérieur au montant des nouveaux crédits octroyés par des créanciers du Nord.

# Un carnet d'épargne sur quatre pattes

Les pays pauvres ne sont pas dépourvus de ressources financières, mais celles-ci sont souvent insuffisamment exploitées. Ils sont appelés à entreprendre des réformes structurelles pour mobiliser l'épargne privée, améliorer le climat des affaires et augmenter les recettes fiscales. Comme d'autres donateurs, la coopération suisse appuie ces efforts.



Sven Torfinn/Lar

## Appels à la transparence

Dans les pays riches en ressources naturelles, une grande partie des recettes fiscales viennent de l'industrie extractive. Les multinationales paient des taxes et des redevances pour exploiter les gisements de pétrole, de gaz ou d'autres richesses minières. Généralement, elles n'en révèlent pas les montants. On ne sait pas grand-chose non plus de l'affectation de ces fonds, qui profitent rarement à la population. L'Initiative pour la transparence au sein de l'industrie extractive regroupe des gouvernements et des entreprises qui réclament plus de transparence dans ces paiements. De son côté, la campagne « Publiez ce que vous payez », appuyée par des ONG, demande que les multinationales soient contraintes par la loi de dévoiler les sommes versées aux États.

(jls) Les populations défavorisées sont obligées d'épargner pour s'assurer contre les coups du sort, comme la destruction d'une récolte ou la perte d'un emploi. Étant exclues des services financiers, elles achètent une vache, des bijoux, de l'or ou un lopin de terre, qu'elles pourront revendre en cas de nécessité. Cette épargne informelle est peu pratique et exposée au risque. Depuis quelques décennies, des institutions de microfinance se sont implantées dans les zones rurales afin de servir ces clients dont les banques commerciales ne veulent pas. Les villageois peuvent ainsi déposer leurs économies en lieu sûr. Et les institutions s'appuient sur ces fonds pour consentir des microcrédits. Car les ménages pauvres ont également un grand besoin de prêts, que ce soit pour faire face à des situations difficiles, couvrir des dépenses extraordinaires (dot, enterrement, maladie) ou investir dans des activités productives.

«La microfinance demande à être développée. Il n'existe pas encore assez d'institutions capables de fournir aux pauvres des services financiers complets, à savoir l'épargne, le crédit, l'assurance et le

transfert d'argent», note Hans Ramm, de la section Emploi et revenus à la DDC. Dans de nombreux pays, la DDC s'emploie à renforcer les capacités de ces «banques des pauvres», afin qu'elles soient gérées de manière professionnelle et puissent obtenir des refinancements extérieurs.

## Abolir les tracasseries administratives

Outre le renforcement du système financier, d'autres réformes sont nécessaires pour assurer la croissance économique. Il convient notamment d'aménager un cadre législatif et réglementaire favorable au secteur privé. «Les entreprises ont besoin de lois claires qui leur garantissent le droit de posséder du terrain, d'engager du personnel ou d'exporter des marchandises», explique Markus Eggenberger, de la section ONU-Développement à la DDC. Souvent, les activités commerciales sont entravées par des procédures excessivement complexes. Le Secrétariat d'État à l'économie aide ses pays partenaires à améliorer le climat des affaires. En Ouzbékistan, par exemple, il finance un projet qui vise à réduire les incessants contrôles et autres



chicanes administratives imposées aux petites et moyennes entreprises. Un sondage, réalisé auprès de 2500 d'entre elles, a permis d'identifier les principaux problèmes qui empoisonnent leurs relations avec l'État. Les fonctionnaires peuvent suivre des cours de perfectionnement, qui les incitent à changer leurs méthodes.

Pour que l'économie prospère, les États doivent in-

créer un lien visible entre l'impôt payé et son utilisation en faveur de la communauté. Ainsi, dans trois villes du Burkina Faso, elle a subventionné la construction de marchés couverts et d'abattoirs, afin d'accroître les revenus des communes. Les taxes prélevées pour la location de ces bâtiments servent à financer de nouveaux équipements publics et le fonctionnement de la mairie. «Les com-

**La Suisse aide ses pays partenaires à mobiliser leurs ressources financières: dans trois villes du Burkina Faso, la construction d'abattoirs a permis d'augmenter les recettes fiscales; en Ouzbékistan, la suppression de chicanes administratives améliore le climat des affaires.**



Thomas Grabkavall

vestir dans la construction d'infrastructures, la formation et la santé. Les bailleurs de fonds couvrent une partie de ces dépenses. Mais ils peuvent aussi aider les pays pauvres à mobiliser leurs propres recettes publiques, à savoir les impôts et les taxes, dont le niveau est généralement très faible.

### Une fiscalité décentralisée

En général, les administrations fiscales n'ont pas la capacité de prélever de manière systématique l'impôt direct. De leur côté, les contribuables sont peu enclins à le payer, doutant que l'État utilise vraiment cet argent pour le bien public. Les grandes entreprises et l'élite se soustraient facilement au fisc: elles négocient des exonérations, au besoin à l'aide de pots-de-vin, ou transfèrent leurs capitaux à l'étranger.

De nombreux États ont entamé une réforme de leur système de perception. Ils s'efforcent notamment d'élargir l'assiette fiscale, en intégrant le secteur informel qui occupe jusqu'à 90 pour cent de la population active. La DDC soutient en particulier les processus de décentralisation fiscale, car ils

merçants acceptent de payer des redevances, parce que la gestion des infrastructures est transparente et que l'affectation des recettes est connue de tous», explique Nathalie Nikiéma, au bureau de coopération de la DDC à Ouagadougou.

### Enrayer la fuite des capitaux

La mobilisation des ressources nationales exige également des mesures contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux. Il s'agit d'abord d'améliorer la gouvernance et de combattre la corruption. Mais les pays pauvres ont aussi besoin de la collaboration des places financières étrangères, afin de dépister les capitaux illicites et de repérer les fraudeurs. Depuis quelques années, l'OCDE fait pression sur les paradis fiscaux pour qu'ils fournissent des renseignements aux pays lésés. Dans ce domaine, la DDC soutient la lutte contre la corruption sur place et participe au rapatriement des avoirs illicites. ■

### Contribution suisse à Doha

En juin dernier, la Suisse a publié un rapport destiné à la Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Doha du 29 novembre au 2 décembre. Elle y livre son analyse de la mise en œuvre du Consensus de Monterrey et décrit les activités qu'elle a déployées pour y contribuer. Ce *Swiss discussion paper* a été rédigé par trois départements fédéraux (affaires étrangères, économie et finances) avec la participation d'ONG suisses. Des six axes d'intervention définis à Monterrey en 2002, «le plus essentiel est la mobilisation des ressources nationales», écrit-elle. Aucun pays ne peut se développer durablement s'il ne parvient pas à générer et à utiliser de manière efficace ses propres richesses.

# La lutte contre les kleptocrates



Jörgen Schyter/Still Pictures

## Ali Baba et les trente voleurs

Au cours des dernières décennies, des chefs d'État ont dépouillé les pays en développement de 100 à 180 milliards de dollars au moins. Dans une étude parue en 2007, le Comité catholique français contre la faim et pour le développement a calculé les sommes qu'une trentaine de dictateurs se sont appropriées. Parmi les plus grosses fortunes, qui se comptent en milliards de dollars, il cite le shah d'Iran (35 milliards), Mohammed Suharto (entre 15 et 35), Saddam Hussein (entre 10 et 40), Félix Houphouët-Boigny (entre 7 et 10), Ferdinand Marcos (entre 5 et 10), Mobutu Sese Seko (5 à 6), José Eduardo dos Santos (4 à 5) et Sani Abacha (2 à 6). Jusqu'ici, seuls 4 milliards ont été restitués, dont 1,7 par la Suisse à différents pays et 1,7 par les États-Unis à l'Irak. Le pillage continue : on estime que des dirigeants corrompus détournent chaque année 40 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 40% de l'aide publique au développement.

**Le détournement de fonds publics par des potentats accentue la pauvreté des populations spoliées. La Suisse est la seule place financière à avoir entrepris de restituer systématiquement les avoirs illicites déposés dans ses banques. La DDC participe aux opérations, notamment en aidant les pays du Sud à mener les procédures judiciaires qui conduisent au recouvrement de ces biens.**

(jls) Le 24 mars 1986, le Conseil fédéral ordonnait in extremis le blocage des comptes détenus par Ferdinand Marcos qui, chassé du pouvoir, s'apprêtait à transférer son magot. Cette date a marqué un tournant : jusque-là, les avoirs pillés par des dictateurs ou leur entourage pouvaient dormir tranquillement dans les banques helvétiques. Par la suite, biens d'autres comptes ont été gelés et la Suisse a accordé son entraide judiciaire à de nombreux pays qui cherchaient à récupérer leurs biens. Quelques-unes de ces affaires se sont éternisées. Les Philippines ont ainsi attendu 17 ans avant de recevoir les fonds Marcos. Depuis la fin des années 90, le renforcement du dispositif législatif a facilité la détection des transactions suspectes et simplifié les procédures judiciaires. La Suisse s'est alors attelée à liquider les dossiers en suspens. « Nous tenons absolument à ce que cet argent sale quitte la Suisse. D'abord parce qu'il appartient aux populations qui en ont été dépouillées, ensuite parce que sa présence ternit sérieusement notre réputation », in-

dique l'ambassadeur Paul Seger, à la Direction du droit international public du DFAE. Depuis 2000, Berne a déjà rapatrié près de 1,7 milliard de dollars vers le Nigeria, les Philippines, le Pérou, le Kazakhstan, le Mexique, l'Angola et l'Ukraine. Aucune autre place financière n'a restitué autant d'argent à autant de pays.

## Retour à la population

Le risque existe que ces fonds alimentent à nouveau la corruption, au lieu de profiter enfin à la population. « Leur affectation relève de la souveraineté nationale. Cependant, nous insistons pour que la restitution se déroule dans la transparence et que l'argent soit utilisé à bon escient », explique Paul Seger. Jusqu'ici, la Suisse a conclu trois accords dans ce sens. Le premier a été passé en 2005 avec le Nigeria concernant la remise de 700 millions de dollars détournés par l'ex-dictateur Sani Abacha : le gouvernement nigérian a accepté que la Banque mondiale vérifie a posteriori l'affectation des fonds,





Les fonds placés en Suisse par des dictateurs sont restitués aux pays spoliés : au Nigeria (p.14), ils ont financé la construction de routes et au Kazakhstan (à gauche), ils profitent aux jeunes défavorisés.

destinés à des projets sociaux et à la construction de routes. La même année, Berne et Luanda ont convenu que les 21 millions de dollars restitués à l'Angola financeraient des écoles agricoles et des opérations de déminage; la DDC a été chargée d'en assurer la gestion fiduciaire. En 2007, le Kazakhstan a récupéré 84 millions de dollars provenant de pots-de-vin, qu'il consacre à des projets en faveur des jeunes défavorisés; là aussi, un système de gestion des fonds a été mis au point.

### Complexité des procédures

La DDC s'investit également dans le renforcement des capacités des pays en développement qui entreprennent des démarches de recouvrement. Peu d'entre eux, en effet, possèdent l'expertise nécessaire pour localiser les fonds, réunir des preuves, requérir l'entraide judiciaire internationale et finalement prononcer une condamnation pénale, faute de quoi la restitution n'est pas possible. De telles procédures sont longues, coûteuses et complexes. La DDC cofinance le Centre international de recouvrement d'avoirs (Icar), créé à Bâle en 2006. Cet institut forme les magistrats des pays en développement, afin qu'ils puissent formuler des demandes d'entraide recevables par les juridictions des différentes places financières internationales. La DDC peut aussi prendre en charge les honoraires des avocats qui défendent en Suisse les intérêts du pays lésé. Elle l'a fait en 1991 pour le Mali, dépouillé par Moussa Traoré. Cette année, elle paie le défenseur du gouvernement haïtien dans l'affaire Duvalier.

« Le recouvrement d'avoirs illicites est un défi nouveau pour l'aide au développement. Nous avons fait œuvre de pionnier dans ce domaine », relève Anne Lugon-Moulin, chargée de programme à la DDC.

### À l'abri du fisc

Si elle se fait un devoir de rapatrier les biens amassés par des potentats, la Suisse refuse en revanche toute information sur ceux qui ont été soustraits au fisc. Elle ne considère pas l'évasion fiscale comme un délit pénal. « Cette particularité incite les personnes fortunées des pays en développement à venir placer leur argent en Suisse. C'est pourquoi nous demandons que l'entraide judiciaire soit accordée également en matière fiscale », indique Jean-Claude Huot, secrétaire romand de l'Action de Carême. Les avoirs étrangers non déclarés qui se cachent en Suisse atteindraient entre 1250 et 3600 milliards de francs. Pour les pays du Sud, la perte fiscale se chiffrerait à plus de 16 milliards de dollars par an. « La loi nous interdit de coopérer pour des délits relevant de l'évasion fiscale », reconnaît l'ambassadeur Seger. « Nous compensons en quelque sorte cette limite en étant d'autant plus vigilants par rapport aux infractions qui sont punissables pénalement en droit suisse, comme la corruption et le blanchiment d'argent. » ■

### Le devoir de restituer

Le recouvrement d'avoirs acquis illicitement est un principe fondamental de la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC), entrée en vigueur en décembre 2005. Pour la première fois, un instrument international oblige les places financières à restituer aux pays spoliés les fonds issus de la corruption et qui ont été transférés à l'étranger par des dirigeants ou des hauts fonctionnaires. Les États parties à la convention sont invités à s'accorder mutuellement la coopération et l'assistance la plus étendue en la matière. La CNUCC décrit en détail les règles à suivre pour prévenir les transferts illégaux de fonds provenant de la corruption et assurer le recouvrement de biens détournés.



Richard Bauer

#### L'atout de la méga-diversité

Le Pérou fait partie du groupe des pays dits « méga-divers ». Il compte 84 des 117 écosystèmes majeurs répertoriés dans le monde. De plus, 28 des 32 types de climat y sont représentés. On y trouve encore des plantes et des animaux dont la science ignore pratiquement tout. Des noms aux consonances magiques – par exemple *camu camu*, *yacón*, *tara* ou *maca* – figurent aux côtés du *sacha inchi* sur la liste des espèces cultivées qui devraient procurer au Pérou de nouveaux marchés d'exportation. Le projet « PerúBiodiverso » a été lancé en 2007 par l'organisme péruvien de promotion des exportations et du tourisme (Promperú), avec l'appui financier du SECO et de l'agence de coopération allemande GTZ. Son but est de promouvoir la production, la transformation, la commercialisation et l'exportation de produits issus de la biodiversité. Cependant, des dispositions restrictives, comme la directive de l'UE sur les produits alimentaires nouveaux, compliquent l'importation de ces produits dans les pays industrialisés.

# Le *sacha inchi*, un cadeau des Incas

**Le Pérou reprend des couleurs après des années de dépression. Un régime économique libéral laisse la bride sur le cou à l'initiative privée. Cette situation profite non seulement aux grands groupes miniers – grâce à l'envol des prix des matières premières –, mais aussi aux petits paysans, dont les produits ont la cote dans les pays industrialisés. De Richard Bauer\*.**

« Nous avons trouvé notre pétrole ! », lance Tiburio Cachique en tirant le visiteur par la manche. Cet homme énergique, coiffé d'un audacieux bandana et le visage orné de signes colorés, nous guide vers son jardin en pente derrière la maison. Le regard parcourt les contreforts des Andes péruviennes, qui ondulent doucement. Au loin, on devine la plaine amazonienne.

Mais à El Wayku, village indien situé à proximité de la ville commerçante de Tarapoto, c'est devant leur porte que les habitants, très pauvres, trouvent leur bonheur. Tiburio Cachique écarte délicatement les feuilles d'un arbrisseau grimpant à hauteur d'homme et en saisit les petites capsules vertes : « Voici le *sacha inchi*, notre huile », annonce-t-il avec un geste théâtral.

#### Des graines à la conquête du monde

Des milliers de petits paysans, comme lui, vivent aujourd'hui de la culture du *sacha inchi*, que l'on appelle aussi « l'arachide des Incas ». Cette plante pleine de mystère produit de splendides capsules en forme d'étoile, qui renferment des graines oléagineuses. Il y a quelques années encore, seules les populations locales s'intéressaient à son huile, qu'elles utilisaient comme ingrédient alimentaire ou pour soigner les rhumatismes. Le *sacha inchi* n'avait rien d'une star mondiale.

Les choses ont brusquement changé il y a dix ans à peine, lorsqu'un entrepreneur péruvien a découvert que le *sacha inchi* contient une quantité impressionnante d'acides gras essentiels oméga-3, très recherchés par les cardiologues, les diététiciens et



Karl-Heinz Rauch/Viaf



The New York Times/Redux/af



Richard Bauer



Miguel Gonzalez/af



les cosmétologues. Des scientifiques en avaient déjà établi la composition, sans toutefois pressentir son potentiel commercial. D'une couleur dorée, l'huile extraite de ces graines brunes s'est vendue d'abord à Lima, puis au Japon, aux États-Unis et en Europe.

La société Roda, à Lima, qui fabrique un tiers de l'huile de *sacha inchi* produite au Pérou, voulait être au clair sur son produit: selon l'analyse du laboratoire mandaté, celui-ci contient 48 pour cent d'oméga-3, 35 pour cent d'oméga-6 et 9 pour cent d'oméga-9. Cette haute teneur en acides gras polyinsaturés, qui fait sa particularité, lui a déjà valu de remporter plusieurs prix internationaux et de figurer parmi les meilleures huiles alimentaires du monde. Le prix au kilo des graines non décortiquées a doublé en 2007.

«Tout le monde veut devenir plus beau et plus sain grâce au *sacha inchi*», raconte un jeune ingénieur agronome qui, une liasse de billets de banque à la main, achète aux paysans leur précieuse récolte. Chez Roda, on estime que 60 000 litres d'huile ont été pressés au Pérou en 2007, ce qui signifie que la production a décuplé en l'espace de deux ans. On s'attend à un nouveau record pour 2008: malgré les problèmes qui ont entravé l'approvisionnement en semences, 120 000 litres d'une huile d'excellente qualité devraient être mis sur le marché.

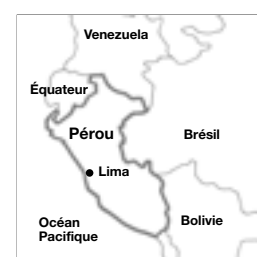
### Nord et Sud y trouvent leur compte

Comme nombre de pays en développement ou en transition, le Pérou possède non seulement des matières premières classiques (or, cuivre, pétrole, gaz naturel), mais aussi d'abondantes ressources biolo-

giques, précieuses pour l'humanité entière, et un riche savoir indigène sur la manière de les utiliser. Il fait partie des 17 pays dits «méga-divers» (riches en biodiversité) qui ont constitué un groupe en 2002. L'évolution des besoins des consommateurs dans les pays industrialisés ainsi que les nouveaux champs d'application de la biotechnologie et de la médecine engendrent une hausse constante de la demande pour des produits issus de la biodiversité. Le Pérou entend tirer parti de l'expansion de ce «biocommerce», dans l'esprit de la Convention de 1992 sur la diversité biologique.

Il ne s'agit pas simplement de protéger des espèces rares, mais de mettre l'accent sur l'exploitation durable et la commercialisation internationale. Tels sont les objectifs du programme BioTrade, mis en œuvre par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) et soutenu au Pérou par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Respect de l'environnement, équilibre social et durabilité économique sont les trois critères fondamentaux de ce commerce de niche, pratiqué avec des produits naturels qui sortent de l'ordinaire.

Le cas du *sacha inchi* est exemplaire d'une filière de commercialisation qui valorise les réserves biologiques d'un pays en développement afin de les protéger. «En l'occurrence, la protection des espèces et le commerce équitable vont de pair», explique le biologiste Ulrich Röttger, qui s'occupe du projet PerúBiodiverso pour l'agence allemande de coopération GTZ (voir texte en marge). «Il faut non seulement que les consommateurs du Nord puissent profiter de produits naturels sans pareil, mais







Le Figaro Magazine/air

### Un pays à vocation exportatrice

L'économie péruvienne a pris son essor depuis le tournant du millénaire, entre autres grâce à l'envol des prix des matières premières. Elle a crû de 9% en 2007. Et l'on prévoit pour 2008 et 2009 une nouvelle hausse de 6 à 7%. Ces chiffres placent le Pérou dans le peloton de tête des pays latino-américains. Les exportations péruviennes ont totalisé en 2007 un volume record de 28 milliards de dollars – 18% de plus que l'année précédente. Elles progressent de manière ininterrompue depuis six ans, en particulier dans le secteur minier. Les principaux produits d'exportation du Pérou sont le cuivre, le zinc, le plomb et l'or, suivis par les produits de la pêche, les textiles et des produits agricoles tels que le café, les asperges et le paprika. La demande intérieure augmente également, de même que les investissements privés. Les plus fortes hausses enregistrées en 2007 concernent le secteur du bâtiment (+16,5%) et les activités industrielles (+11%).

aussi que les producteurs du Sud en tirent un revenu correct.»

### Éviter le piège de la monoculture

Les habitants d'El Wayku ne savent pas grand-chose du biocommerce, mais ils sont persuadés que le *sacha inchi* a pris naissance dans leur commune. Les semences ont «émigré» d'ici, affirme Tiburio Cachique. «Nos parents connaissaient l'arbuste. Ils en mangeaient les graines, mais nous interdisaient à nous, les enfants, de faire de même. Celui qui avale ces graines n'apprend rien à l'école, disaient-ils.»

Tiburio Cachique est le chef traditionnel de ce village de 5000 âmes fier de sa longue histoire. C'est à El Wayku que se sont réfugiés les Chankas, une tribu de Quechuas rebelles: refusant de se soumettre à l'hégémonie des Incas, ils s'étaient établis à la périphérie de leur royaume. Aujourd'hui encore, les villageois parlent le quechua, l'ancienne langue des Indiens, perpétuent le style traditionnel de leurs maisons en torchis de couleur ocre et célèbrent leurs fêtes au rythme des saisons.

Alberto Amacifen, un homme dans la force de l'âge et père de cinq enfants, est l'un des pionniers de la culture du *sacha inchi*. Cela fait déjà quelques années qu'il a entrepris les premiers essais. On ne trouvait encore guère de semences à acheter. Avec femme et enfants, il s'est mis à collecter les capsules de plantes sauvages, qui vivent une vingtaine d'années. Son revenu a doublé depuis qu'il produit du *sacha inchi* sur une surface d'un hectare.

En paysan avisé, Alberto Amacifen ne mise cependant pas tout sur la même carte: il continue de planter haricots, papayes, maïs et bananes – produits traditionnels de la région – sur de petites parcelles. Car il n'oublie pas l'époque du premier boom, il y a une dizaine d'années, lorsque le marché s'est trouvé tout à coup saturé et que les paysans sont restés avec leur récolte sur les bras.

### Pas question d'émigrer

Les jeunes aussi sont séduits par le *sacha inchi* et l'espoir de gains rapides. Marco Sangama, 22 ans, a reçu de son grand-père un demi-hectare à exploiter. Sans trop hésiter, il y a planté «l'arachide des Incas» et attend maintenant sa première récolte. Comme le veut la tradition, il payera le fermage en versant la moitié de la recette à son grand-père.

Marco Sangama a une formation d'instituteur. Mais le revenu tiré de l'agriculture sera bientôt largement supérieur à son maigre salaire d'enseignant. Enfin, il y a de l'argent et du travail dans la région. Ce jeune agriculteur n'a aucune envie d'émigrer en ville et encore moins aux États-Unis. Plus de vingt entreprises péruviennes – dont quelques aventuriers – se disputent déjà les faveurs des petits paysans. Toutes veulent s'assurer des sources d'approvisionnement fiables pour un produit désormais très recherché. Elles versent souvent des acomptes à leurs fournisseurs, avant que les capsules soient mûres.

«Ici, on vend du *sacha inchi*», annoncent les affiches peintes à la main qui placardent les murs de Tarpoto, la métropole économique du département de San Martín. Pour le chef de la filiale locale de Roda, acheter des quantités suffisantes de graines est devenu un véritable cauchemar. Ses chefs, à Lima, le pressent d'en livrer toujours plus, car l'offre ne suit de loin pas la demande. ■

\* Richard Bauer était jusqu'à récemment correspondant de la «*Neue Zürcher Zeitung*» en Amérique latine. Il collabore toujours avec ce quotidien, mais en étant basé aujourd'hui au Palais des Nations, à Genève.

(De l'allemand)



## Le Pérou et la Suisse

### Priorité à la promotion du développement autonome

(bf) Même si sa croissance économique a été vigoureuse ces dernières années, le Pérou compte toujours 40% de pauvres. Dans les régions de montagnes, cette proportion va même jusqu'à 80%. C'est pourquoi la coopération suisse s'emploie depuis longtemps à promouvoir de manière ciblée un développement autonome. La DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) appliquent ce principe dans tous leurs projets, réalisés avec des organisations paysannes, les pouvoirs publics, des institutions de recherche ou des entreprises. La plupart de ces projets se concentrent sur trois des zones les plus défavorisées de l'Altiplano péruvien – Cajamarca, Cuzco et Apurímac. D'autres, à Lima et dans des villes moyennes, soutiennent le développement des petites entreprises, le commerce et la formation professionnelle.

Pour atteindre son objectif général de réduire la pauvreté, le travail de coopération avec le Pérou s'articule autour de trois grands axes qui correspondent à l'expérience acquise par la Suisse et à ses avantages comparatifs : le renforcement des institutions démocratiques, la promotion d'une croissance économique centrée sur les populations défavorisées et l'exploitation durable des ressources naturelles.

La DDC contribue à la lutte contre la pauvreté par des actions ciblées en faveur d'un développement social équilibré, notamment l'amélioration des revenus en zone rurale. Elle aide par exemple des microentrepreneurs et des producteurs à acquérir une formation professionnelle, ou contribue à préserver et à exploiter la biodiversité de la pomme de terre. D'autres actions ont pour but de protéger la population et les ressources naturelles contre les catastrophes et le changement climatique, d'assurer l'accès à l'eau potable ou encore

d'améliorer l'hygiène de l'habitat. En outre, diverses mesures sont prises pour renforcer les institutions démocratiques, les gouvernements régionaux, les communes et la participation citoyenne.

Le SECO, de son côté, combat la pauvreté en contribuant à une croissance durable et en aidant le Pérou à s'intégrer dans l'économie mondiale. Cela passe par la diversification des exportations – par exemple, denrées alimentaires, habillement ou produits issus de la biodiversité. Il encourage par ailleurs le recours à des technologies environnementales, notamment pour protéger le climat ou moderniser la distribution d'eau, par le biais de partenariats public-privé. Enfin, la suppression de barrières douanières et administratives doit permettre de développer le libre-échange entre le Pérou et la Suisse.

Actuellement, la DDC et le SECO disposent d'un budget global d'environ 20 millions de francs par an pour leurs projets au Pérou. Comme le prévoit le Conseil fédéral dans son message de mars 2008 sur la continuation de la coopération technique et de l'aide financière en faveur des pays en développement, le Pérou ne comptera plus parmi les pays prioritaires de la DDC à partir de 2012. En revanche, il reste inclus dans la liste des pays prioritaires du SECO, en vertu du message concernant le financement des mesures de politique économique et commerciale au titre de la coopération au développement pour la période 2008-2012. ■



# La ville des invisibles



**Albino Ruiz Lazo** est un journaliste péruvien. Il a combattu la dictature en tant que reporter photo-graphique. Puis il a été chef de l'information au quotidien *El Observador*, avant d'enseigner le journalisme à l'université. Sa vocation est d'explorer les sociétés de l'intérieur. Il y consacre également des recherches scientifiques, qu'il mène au sein de l'Institut Fernand Braudel d'économie mondiale, basé à São Paulo. Diverses publications rassemblent ses travaux sur l'Amérique latine.

Tels des fantômes, les yeux fixés sur la terre qui glisse sous leurs pieds, ils descendent des collines situées autour de la ville de Lima, fendant la brume dense de l'aube dans laquelle s'estompent les silhouettes et les distances. Ils arrivent à un endroit où des milliers de motos-taxis les attendent pour les emmener rapidement jusqu'à un arrêt de bus, quelques kilomètres plus bas. C'est là que les habitants invisibles de la périphérie grimpent à bord des bus qui traversent la ville et les disséminent dans les quartiers bien aménagés où ils gagnent leur vie en exerçant toutes sortes de métiers.

Je les ai rencontrés au cours de mes recherches sur l'émergence d'un nouveau type de consommateur. Déterminés à créer leur propre travail, ils proposent des services originaux, créent des microentreprises ou se lancent dans des commerces parallèles, vendant aussi bien des marchandises officielles que des contrefaçons. Les plus chanceux ont un emploi temporaire ou deviennent des fournisseurs anonymes du commerce mondial. Ils disposent ainsi d'une carte de crédit et peuvent faire des achats dans les supermarchés qui ont poussé comme des champignons à la périphérie de Lima, depuis que des chaînes internationales de distribution alimentaire ont pris conscience de la possibilité de faire d'excellentes affaires dans de telles zones : sur les huit millions d'habitants de la capitale péruvienne, qui consomment chaque jour des millions de kilos de nourriture, les deux tiers vivent dans les quartiers pauvres de la périphérie.

Les migrants ruraux constituent l'écrasante majorité des populations qui se sont agglutinées durant les dernières décennies dans la banlieue des grandes villes du Pérou. Ils ont fui une pauvreté plus grande encore que celle de ces bidonvilles dépourvus de canalisations d'eau potable, d'égouts et de voies d'accès. Les habitants périurbains dépensent opiniâtrement tout l'argent dont ils disposent d'abord dans des démarches coûteuses et compliquées, puis dans des travaux d'aménagement afin de se connecter aux réseaux d'eau et d'assainissement. Ensuite seulement, leur vie commence à changer. Leur logement acquiert un semblant d'urbanité et eux-mêmes passent du statut d'habitants invisibles à celui de consommateurs qualifiés pour accéder à de nouveaux services et au crédit. Au début du 21<sup>e</sup> siècle, ces gens ne savent toujours pas s'ils sont d'origine paysanne ou indigène. Les paysans et les Indiens ont toujours constitué les couches sociales les plus basses du Pérou, en raison d'un vieux racisme invoué qui persiste à leur dénier la condition de citoyens.

Dans ces quartiers, qui ont commencé à croître horizontalement, le principal souhait des habitants est que tous aient les mêmes chances. J'étais enfant quand je suis arrivé à Lima. Un invisible parmi d'autres, venu d'un minuscule village andin. Entre mes longues absences, j'ai ressenti depuis lors tous les changements de la ville, mais aucun n'égale celui que l'on perçoit ces dernières années : l'immensité des invisibles d'hier semble donner naissance à un nouveau groupe social, un être gigantesque en pleine métamorphose. Dans son jargon sophistiqué, le marketing moderne appelle ce corps grandissant « les émergents ». Ces gens ont réussi à transformer des quartiers miséreux en créant leur propre vision de la modernité. Impétueux, provocateurs, hédonistes, très peu intéressés par la politique, ils n'ont plus le pas incertain de fantômes quand ils descendent des collines, ils ne croient plus à l'État de droit et n'attendent rien du gouvernement. Mais ils ne savent pas non plus comment vaincre la sensation de vide que provoque en eux le racisme féroce d'une ville qui continue de se sentir dominée par la « cholostocratie » – les *cholos* (nom péjoratif donné aux Indiens et métis) qui se prennent pour des aristocrates. Quand elle ne les ignore pas, Lima leur reconnaît tout au plus le statut de simples consommateurs qui ne participent en rien à sa splendeur. Qu'importe, puisque tôt ou tard, l'obstination des invisibles transformera tout. ■

(De l'espagnol)



The New York Times/Pedro J. J.





## Derrière les images apocalyptiques du Sud

Cet été, j'ai passé deux jours au Festival du film de Locarno. Je n'ai pas seulement suivi le passionnant programme Open Doors, par le biais duquel la DDC aide des réalisateurs de pays en développement à atteindre un public occidental et favorise les échanges culturels. J'ai aussi vu de nombreux courts métrages en provenance de ces pays.

Peut-être les avais-je mal choisis. En tout cas, je n'en ai retenu que malheur, désillusion et désespoir. Des gens confrontés à des situations sans issue, des *dead enders*, comme diraient les Américains.

Ce constat ne rend nullement compte de la qualité artistique des œuvres en question. Toutefois, celles-ci ne disent rien non plus sur les pays et les populations qu'elles mettent en scène. Dans le train qui me ramenait chez moi, je me suis demandé d'où venait l'atmosphère morose de ces films, qui ne reflètent de toute évidence pas les pays en développement.

Dans les médias, les mêmes images sont associées aux pays du Sud: on ne parle que de catastrophes, de misère apocalyptique, d'enfants-soldats, de victimes des mines antipersonnel et de femmes violées – avec parfois une référence à quelques co-opérants blancs. Mon intention n'est pas de nier l'évidence. Toutes ces tragédies sont bien réelles et il est important de les prévenir. La DDC s'y emploie de multiples façons.

Pour ma part, j'ai une autre image des pays en développement. De tous les endroits où j'ai travaillé, je n'ai vécu nulle part ailleurs autant d'histoires et d'événements délicieux, ni connu autant de personnes spirituelles qu'au cours des années que j'ai passées en Afrique. Jamais je ne pourrais raconter

de telles anecdotes sur ma vie quotidienne à Paris, Bruxelles, Genève ou New York – et encore moins à Berne.

Les comptes-rendus de l'actualité suisse regorgent, eux aussi, d'accidents et de crimes. Les médias parlent rarement des conducteurs qui respectent le code de la route ou des honnêtes citoyens. Mais il y a une différence de taille: lorsqu'un événement terrible se produit ici, nous nous appuyons, pour l'appréhender, sur notre propre expérience, sur notre connaissance du monde environnant. Nous sommes en mesure de replacer dans leur contexte des informations bouleversantes.

Peu de Suisses connaissent de l'intérieur les pays en développement, ou alors ils en ont des connaissances fragmentaires, glanées lors de voyages ou de brefs séjours. Dans ces conditions, le risque existe de confondre les stéréotypes et la réalité, avec tout ce que cela implique.

En ne voyant qu'une facette de la réalité, non seulement nous faisons du tort aux populations du Sud, mais nous nous induisons nous-mêmes en erreur. Cela nous empêche en effet de voir tout le potentiel et la richesse de ces pays, de percevoir la vitalité de leurs cultures. En outre, le fait de ne pas connaître d'autres mondes nous prive de la possibilité de mieux comprendre le nôtre.

Car tous ces mondes différents ne forment, finalement, qu'un seul monde. ■

*Martin Dahinden*  
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

# Un coup de pouce aux bergers mongols



Mathias Rickli/DDC (2)

**Les personnes victimes de crises ou de catastrophes sont souvent les mieux placées pour savoir comment s'en sortir, à condition de disposer des moyens nécessaires. Voilà pourquoi la DDC a versé de 2002 à 2006 une aide en espèces à des bergers nomades de Mongolie, dont la survie était menacée. Ce projet a été couronné de succès.**

(gn) De 1999 à 2002, la Mongolie a connu de longues périodes de sécheresse estivale, suivies par des hivers extrêmement rigoureux, durant lesquels la steppe se couvrait d'une couche de glace, empêchant les animaux de trouver de la nourriture. La répétition de ce phénomène climatique, appelé *dzud*, a privé des milliers de bergers nomades de leurs moyens de subsistance. Un tiers du cheptel national est mort de faim ou de froid. Une véritable catastrophe dans un pays où la majeure partie de la population vit de l'élevage.

À l'instar de diverses œuvres d'entraide et d'autres agences de développement, la DDC a d'abord acheté des denrées alimentaires et du fourrage en Russie pour venir en aide aux Mongols. «Acheminer ces biens et les distribuer dans un pays aussi vaste et aussi peu peuplé que la Mongolie coûte extrêmement cher», constate Mathias Rickli, responsable du programme «Cash pour les bergers» à la DDC. C'est la raison pour laquelle il a été décidé de lancer également en Mongolie des «projets cash», qui avaient déjà donné de bons résultats dans les Balkans et le Caucase. «Cette approche novatrice, qui consiste à verser des contributions en espèces, nous a paru idéale dans une situation où

l'aide d'urgence classique engendre des frais tellement élevés», précise M. Rickli.

## **Collaboration avec les autorités locales**

Afin de cerner l'ensemble des problèmes et de préparer les opérations, Mathias Rickli s'est rendu avec le chef désigné du projet, Carlos Marbach, dans la province de Gobi-Altai, qui avait enregistré le plus grand nombre d'animaux morts.

En collaboration avec les autorités locales et avec l'appui de Markus Dubach, alors consul honoraire suisse et aujourd'hui coordinateur de la DDC, ils ont défini les critères d'octroi d'une aide fournie sous forme d'argent liquide : les éleveurs ayant perdu toutes leurs bêtes devaient recevoir un montant unique d'environ 250 francs, de quoi acheter environ treize moutons ; ceux dont les troupeaux avaient été ramenés à moins de cinquante têtes de bétail pouvaient également bénéficier du programme ; enfin, un Fonds pour les cas de rigueur a été créé, afin d'aider les personnes dans le besoin qui ne correspondaient pas à ces critères. Le but du projet était de permettre aux bénéficiaires de traverser l'hiver qui s'approchait, en utilisant cet argent comme ils l'entendaient.





### Imagination et débrouillardise

Le projet fut tout d'abord accueilli avec beaucoup de scepticisme. D'aucuns craignaient que les bergers ne dépensent tout l'argent pour se soûler, au lieu d'assurer la survie de leur famille. Selon les observations faites sur place, les bénéficiaires ont au contraire considéré ces versements comme une marque de confiance et ont employé l'argent à toutes sortes de fins, mais toujours avec circonspection.

«Je me souviens surtout d'un berger qui nous a dit vouloir acheter avec cet argent une vache, un veau et un cheval. Il avait besoin du cheval pour transporter le lait de la vache au village le plus proche», note Mathias Rickli. De nombreux exemples témoignent de l'imagination avec laquelle les fonds ont été utilisés. Ainsi, une famille qui avait perdu tout son troupeau s'est installée dans un village, a investi une partie de la somme dans l'achat de farine et s'est mise à confectionner des pâtisseries pour les vendre. Cela lui a permis de subsister et, plus tard, d'acheter des moutons et des chèvres, afin de reprendre son activité pastorale.

Dans l'ensemble, les éleveurs ont utilisé environ un tiers de l'argent reçu pour racheter des bêtes. Nombre d'entre eux en ont aussi profité pour se lancer dans une activité annexe ou rembourser des dettes. Comme on le prévoyait, la majeure partie des fonds a toutefois servi à acheter des denrées alimentaires, du fourrage, du bois de feu ou à financer des soins médicaux et des frais de transport.

### Succès durable

Vu les bons résultats obtenus dans le Gobi-Altai,

des actions similaires ont été entreprises dans trois autres provinces. «Durant la troisième et la quatrième années, les bénéficiaires n'étaient plus sélectionnés sur la base des statistiques d'élevage, mais par des comités locaux, ce qui a permis de réduire encore les frais administratifs. De surcroît, nous ne versions plus l'argent en liquide, mais nous le transférons directement sur le compte bancaire des bénéficiaires. Ainsi, nous avons optimisé le projet au fur et à mesure que nous acquérions de nouvelles connaissances», explique Mathias Rickli.

À l'origine, le projet «Cash pour les bergers» devait aider les familles pauvres, dépouillées par les *dzuds* de leurs moyens de subsistance, à traverser l'hiver suivant. Ses effets à long terme n'en sont que plus réjouissants: six ans après les premiers versements dans le Gobi-Altai, 56 pour cent des bénéficiaires affirment que l'aide de la DDC a amélioré leur situation. Il faut dire que le climat y est aussi pour quelque chose, puisque la région n'a plus connu de conditions extrêmes depuis 2002.

Cependant, c'est là un facteur incertain et les bergers restent à la merci d'une catastrophe climatique. Les expériences faites avec ce projet devraient donc servir à mettre au point des modèles d'assurance contre la perte de bétail, spécialement adaptés à la Mongolie. ■

*(De l'allemand)*

### Du cash contre la misère

Pendant les crises qui ont secoué les Balkans et le Caucase, la DDC a versé de l'argent liquide à des familles qui accueillaient des réfugiés sous leur toit. C'était la première fois qu'elle procédait ainsi dans le cadre de son aide humanitaire. Ces «projets cash» ont d'emblée fait l'objet d'évaluations attentives et ont été affinés sur la base des premiers constats. Les versements en liquide sont un appui efficace, car ils permettent aux bénéficiaires d'avoir prise sur leur destin et d'améliorer par eux-mêmes leurs conditions de vie. Au début, de tels projets ont été controversés, car l'octroi de paiements directs prive le donateur de tout contrôle sur l'utilisation de l'argent. Compte tenu des nombreuses expériences positives qui ont été réalisées depuis lors, on estime aujourd'hui que ces versements ne viennent pas seulement en aide aux bénéficiaires directs, mais améliorent également la situation de toute une région. Depuis 1999, la DDC a versé quelque 40 millions de francs en espèces à des populations nécessiteuses, notamment dans les pays suivants: Moldavie, Kosovo, Albanie, Serbie, Macédoine, Russie, Géorgie, Indonésie, Sri Lanka, Bangladesh et Mongolie. Pour plus d'informations: [www.sdc-cashprojects.ch](http://www.sdc-cashprojects.ch)

# Des policiers à l'écoute de la population

Des citoyens en situation de détresse ne s'adressent à la police que s'ils peuvent avoir confiance en elle. C'est d'autant plus vrai dans un pays comme la Bosnie et Herzégovine, longtemps dévastée par la guerre. Un projet de la DDC contribue à la création d'une police de proximité.



Martin Roemers/lat

## Une mosaïque institutionnelle

La Bosnie et Herzégovine présente une structure politique complexe. Depuis la fin des hostilités, scellée en 1995 par les accords de Dayton, cet État est formé de trois entités. La Fédération de Bosnie et Herzégovine (Fédération croato-musulmane), divisée en dix cantons, et la Republika Srpska (République serbe de Bosnie) possèdent leurs propres instances exécutives et législatives. Le district de Brcko, dans le nord de la Bosnie, est directement soumis à l'autorité de l'État central. Outre les institutions propres aux deux premières entités, il existe un gouvernement et un Parlement pour l'ensemble du pays. Chacune des trois ethnies est représentée à la présidence collégiale, qui compte trois membres : le Bosnien et le Croate sont élus par la fédération, le Serbe par la Republika Srpska.

(mr) Un peu plus de treize ans après la fin de la guerre en Bosnie et Herzégovine, la situation politique et économique s'est nettement améliorée, mais sans que l'on puisse véritablement parler de stabilisation. Cet État fédéral est composé de trois entités largement autonomes : la Fédération de Bosnie et Herzégovine, la Republika Srpska et le district de Brcko. Ses difficultés économiques – malgré une croissance de l'ordre de 5 pour cent, le besoin de rattrapage reste considérable – suscitent des flambées sporadiques d'affrontements ethniques.

Dans un tel climat d'insécurité économique et politique, le travail des gardiens de la paix prend tout son sens. Un projet de la DDC vise entre autres à soutenir la création d'une police de proximité sur tout le territoire de la Bosnie et Herzégovine. Les agents auront pour tâche essentielle d'assurer la sécurité, de rétablir le sentiment de sécurité, mais aussi de collaborer avec les collectivités locales et la population.

## Communication et prévention

«La police de proximité relève d'une philosophie du respect, qu'il s'agit de pratiquer aussi bien au sein du corps de police qu'à l'extérieur, vis-à-vis des citoyens», explique Peter Schorer, responsable du projet. Les policiers suivent des cours de formation.

Ils élaborent ensemble des programmes visant à améliorer la sécurité, puis les mettent en œuvre concrètement.

La présence sur le terrain, la communication et le contact avec la population revêtent une importance particulière dans le travail de la police. C'est pourquoi des agents, qui formeront ensuite leurs collègues, suivent un cours de base en analyse transactionnelle : ils apprennent à communiquer avec les habitants et à désamorcer des conflits potentiels. La prévention est un autre aspect central. On enseigne aux policiers à prendre l'initiative de l'action. Ils ne doivent pas se contenter de réagir à des actes de violence, mais intervenir à titre préventif, par exemple en assurant la sécurité sur le chemin de l'école, en limitant le risque d'effraction contre des voitures en stationnement ou en prenant des dispositions à temps pour éviter d'autres dangers. Le but de ce projet est d'accroître le sentiment subjectif de sécurité aussi bien que la sécurité réelle. Peter Schorer en est convaincu : «Seule une police qui entretient des relations de confiance constructives avec sa population peut accomplir un travail satisfaisant pour l'État et pour les citoyens.» ■

*(De l'allemand)*



### La nouvelle direction de la DDC

La direction de la DDC, autour de Martin Dahinden, a changé de composition. Trois nouveaux visages sont venus rejoindre Therese Adam (cheffe de la coopération avec l'Est), Toni Frisch (chef de l'aide humanitaire) et Fulvio Massard (chef des services), qui en faisaient déjà partie. Nous vous les présentons brièvement :

Edita Vokral dirige le domaine *Coopération régionale*, qui gère les programmes bilatéraux avec les pays du Sud et, ultérieurement, avec l'Europe de l'Est. Née en 1960 à Prague, elle a grandi dans cette ville, puis à Khartoum et sur les rives du lac de Constance. Ayant obtenu un doctorat à l'Institut des études latino-américaines de l'Université libre de Berlin, elle a mené des recherches et enseigné l'anthropologie, l'ethnohistoire et l'archéologie américaine en

Amérique latine ainsi qu'aux universités de Berlin, Tübingen et Bâle. Après avoir travaillé trois ans pour la FAO en Équateur, Edita Vokral a rejoint la DDC au milieu des années 90. Elle a notamment dirigé la section Controlling stratégique et le bureau de coopération (Buco) au Mali, avant d'être nommée en juin 2003 cheffe suppléante du domaine Coopération bilatérale au développement puis, en janvier 2008, cheffe par intérim de ce domaine.

Le domaine *Coopération globale*, qui élabore et suit les activités multilatérales de la DDC, est dirigé par Jörg Frieden. Né en 1953 à Lugano, ce dernier est marié et père de quatre enfants. Docteur ès sciences économiques et sociales, il est entré au service de la DDC en 1986. Il a occupé divers postes de cadre, a été conseiller de l'Administrateur suisse auprès de la Banque mondiale à Washington et a dirigé le

Buco au Mozambique. De 1999 à 2003, il a travaillé comme sous-directeur de l'Office fédéral des réfugiés, assumant la responsabilité des finances et des programmes sociaux. Jörg Frieden a ensuite passé cinq ans au Népal où, en plus de son rôle de chef du Buco, il conseillait la mission de paix de l'ONU. Il est revenu à la centrale le 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour prendre la tête du domaine Politique de développement et coopération multilatérale.

Le responsable du nouvel *État-major de direction*, qui réunit des tâches telles que la planification, le contrôle financier, la gestion des finances, la statistique et l'information, se nomme Martin Fässler. Né en 1950, il a grandi en Appenzell, puis a étudié les sciences sociales et la littérature allemande à l'Université de Zurich. Il a exercé les métiers d'animateur de jeunesse à Zurich et de vacher dans les

montagnes grisonnes, avant d'obtenir le diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel), puis de participer à des opérations humanitaires de l'ONU en Irak et en Éthiopie. En 1991, Martin Fässler a rejoint l'aide humanitaire de la DDC, pour laquelle il a mis en place l'aide à la reconstruction en ex-Yougoslavie et le programme suisse après le génocide rwandais. Il a également été coordinateur au Mozambique. Martin Fässler a ensuite dirigé la section Politique de développement de la DDC. Il est marié et père d'un enfant.

En réduisant sa direction de onze à sept membres, la DDC allège ses structures de décision et se concentre davantage encore sur l'essentiel : l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique suisse de développement solidaire, efficace et cohérente au service de la lutte contre la pauvreté.

## Au fait, que sont l'adaptation et la mitigation ?

(bf) L'adaptation et la mitigation (ou atténuation) ont été ces dernières années les notions centrales de la politique climatique. Ces termes se réfèrent à deux stratégies possibles pour faire face à des situations de crise. Le premier consiste à s'adapter aux conséquences des problèmes qui se manifestent, à essayer en quelque sorte de s'en accommoder. En matière de protection contre le changement climatique, cela se traduit notamment par la sélection et l'utilisation de semences mieux adaptées aux nouvelles conditions, la construction de barrages ou l'interdiction de construire dans des zones inondables. Cependant, l'adaptation ne s'attaque pas aux causes des problèmes. Elle se contente de rendre la vie plus supportable, jusqu'à ce que les prochaines dégradations exigent d'autres mesures d'adaptation. La mitigation consiste, elle, à combattre les causes. Dans le domaine climatique, elle vise surtout à réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui constituent le principal facteur de réchauffement de la planète.

Traditionnellement, la coopération au développement s'intéresse plutôt à l'adaptation. Elle intervient principalement pour répondre à des questions comme celle-ci : quelles mesures faut-il prendre pour que l'agriculture s'adapte à la multiplication des inondations et autres catastrophes naturelles ? Cela peut passer, par exemple, par la recherche de variétés de riz plus résistantes à l'eau. En revanche, l'atténuation est un terrain très nouveau

pour la coopération. Les projets de la DDC dans ce domaine soutiennent l'exploitation durable du sol et de l'eau, l'efficacité énergétique (par exemple celle des fours destinés à la fabrication de briques) et la promotion des énergies renouvelables. Même si ces deux notions sont généralement indissociables, le principe d'adaptation est prioritaire surtout dans les pays en développement, qui sont les plus touchés par les répercussions du réchauffement climatique. On attend des pays industrialisés – responsables de trois quarts des émissions polluantes dans le monde – qu'ils investissent dans des technologies nouvelles et plus propres.



# Le commerce, moteur du développement



Axel Krause/laif

**Le commerce contribue à la prospérité et à la paix, pour autant qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Compte tenu des importants conflits d'intérêts entre les producteurs et les consommateurs, le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, il est toutefois difficile de négocier un cadre approprié, et encore plus de le mettre en œuvre. De Gabriela Neuhaus.**

Fin juillet dernier, on a remis l'ouvrage sur le métier: les délégués des 153 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont retrouvés à Genève pour façonner l'avenir des échanges internationaux. Cela fait des années que l'OMC s'emploie à libéraliser les relations commerciales tout en concevant des règles subtilement dosées dans le but de créer une sorte d'équilibre entre des partenaires foncièrement inégaux.

Tel est l'objectif du cycle actuel de négociations, entamé à Doha en 2001, qui doit notamment offrir aux pays en développement des chances accrues sur le marché international. Mais tous les efforts entrepris dans ce sens ont échoué jusqu'ici, parce que les États membres de l'OMC ont parfois des intérêts diamétralement opposés. Les deux principaux sujets de discordance sont d'une part les subventions agricoles, auxquelles sont attachés des pays comme les États-Unis et la Suisse, d'autre part la protection des marchés intérieurs par des droits de douane ou des procédures de certification complexes.

## **Créer un cadre équilibré**

Un tel contexte soulève la question de savoir quels effets le commerce international produit sur les populations pauvres. Peut-il vraiment devenir un moteur de l'essor économique des pays en développement, comme le préconise le Consensus de Monterrey, adopté en 2002 (voir l'article principal du dossier, dès la page 6)? Favorise-t-il au contraire l'exploitation des plus démunis, par exemple du fait de la division internationale du travail ou des spéculations boursières sur les denrées alimentaires et les matières premières?

«Je ne vois aucun lien de cause à effet entre le commerce et le développement», affirme Michel Gressot, de la section Affaires globales et développement durable à la DDC. «Les investissements, qui revêtent une importance majeure pour le développement, peuvent être stimulés par le commerce. Mais pour qu'ils apportent quelque chose à la population locale, ils doivent avoir un impact durable et ne pas viser uniquement le profit immédiat.»

«Le commerce est un moteur du développement.





The New York Times/Redux/af



Miquel Gonzalez/af



Martin Sasse/af

La Suisse en est le meilleur exemple», soutient de son côté Hans-Peter Egler, chef du secteur Promotion commerciale au Secrétariat d'État à l'économie (SECO). «Les échanges de biens et de services dans le cadre de la division internationale du travail impliquent aussi des transferts de connaissances et de technologies. Cela permet en même temps de trouver davantage de débouchés pour les biens et les services produits localement. Commerce et investissements sont interdépendants : là où les marchandises peuvent être écoulées, les entreprises augmentent leur production, ce qui nécessite de nouveaux investissements. C'est d'ailleurs ainsi que la Suisse, pauvre en matières premières, a fait son chemin.»

Toutefois, la qualité des relations commerciales est déterminante, souligne M. Egler : «Il faut qu'un échange profite à toutes les parties, ce qui requiert un cadre approprié. La production et le commerce doivent se dérouler dans des conditions qui respectent les règles sociales et l'environnement.»

### Une filière pour l'arachide des Incas

Exemple d'un projet qui encourage des échanges axés sur le développement, le SECO et l'agence de coopération allemande GTZ soutiennent au Pérou le commerce de produits issus de la biodiversité. Leur objectif est d'associer la protection des ressources naturelles avec la promotion du commerce et du développement.

Au cœur du projet se trouve une plante grimpante qui porte le joli nom de *sacha inchi*. Ses graines

brunes sont très riches en précieux acides gras insaturés. Les qualités de «l'arachide des Incas» sont mises à profit par la société Roda, à Lima, qui fabrique depuis 2003 de l'huile pressée à froid, qu'elle commercialise au Pérou, mais aussi sur le marché international (voir p. 16).

Le SECO fournit un appui à différents niveaux : pour exploiter complètement le potentiel du *sacha inchi*, il faut que toute la chaîne de valeur ajoutée – de la récolte en Amazonie à la commercialisation, en passant par la fabrication de l'huile – soit capable de proposer ce produit de niche, d'une haute qualité, sur des marchés rentables.

«Pour bien des producteurs du Sud, les prescriptions complexes des pays industrialisés relatives à la déclaration des marchandises et aux attestations de qualité constituent le principal obstacle au commerce», observe Hans-Peter Egler. «De nos jours, celui qui veut commercer doit apporter la preuve qu'il est un partenaire crédible et que son produit correspond aux attentes des consommateurs, sur le marché indigène aussi bien que dans les pays industrialisés.» C'est pourquoi, outre l'amélioration des conditions générales, le SECO s'emploie à renforcer les institutions de ses pays partenaires ainsi que leurs connaissances concernant l'application des normes internationales et l'établissement de certificats de conformité.

### Les subventions qui faussent le marché

La production de coton biologique au Mali et au Burkina Faso est un autre exemple d'engagement

**La Suisse s'emploie à promouvoir un commerce axé sur le développement : elle soutient la production de coton biologique en Afrique occidentale (p. 26), participe à l'initiative 4C dont profiteront notamment beaucoup de petits producteurs de café en Amérique centrale (ci-dessus) et crée une filière de commercialisation pour l'huile de *sacha inchi* au Pérou (page suivante).**

«Du beurre ou des canons ? La question n'est pas là. Celui qui possède assez de canons aura aussi du beurre en suffisance.»  
Zarko Petan, écrivain et réalisateur, Slovénie

### Un petit noir plus équitable

Plus de 70% du commerce mondial de café passe par la Suisse. Cela explique en partie pourquoi le SECO est l'un des moteurs de l'initiative en faveur d'un Code commun de la communauté du café (4C). Il s'agit d'un partenariat public-privé qui regroupe, outre le SECO, les agences de coopération allemandes BMZ et GTZ, des représentants de l'industrie du café, des organisations non gouvernementales et des producteurs de pays en développement.

L'initiative 4C a pour but de réunir à la même table tous les acteurs concernés par le commerce de cette denrée et de les inciter à respecter volontairement un code de conduite. Celui-ci se traduira par un renforcement des normes sociales et environnementales dans la production de café. Les signataires de l'initiative s'engagent à accroître leurs exigences de qualité et de durabilité, mais sans aller aussi loin que le commerce équitable ou les labels biologiques en matière de conditions de travail ou de protection de l'environnement. On espère que ce projet permettra d'améliorer durablement et à large échelle les conditions de production et de commercialisation du café, notamment sur les marchés de masse où la concurrence est forte.



Richard Bauer

à plusieurs niveaux de la Suisse dans le commerce et le développement: «L'Afrique occidentale offre des conditions idéales pour une culture du coton respectueuse de l'environnement. Il est donc judicieux d'y promouvoir cette source de revenus et de l'intégrer dans une chaîne internationale de valeur ajoutée», explique Hans-Peter Egler.

Mais le facteur décisif pour le succès des paysans africains, c'est de ne pas avoir à affronter une concurrence faussée par des subventions massives, comme celles que les États-Unis accordent à leurs producteurs de coton. Dans ce domaine, le SECO a aidé quatre pays producteurs – Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad – à élaborer une initiative, lancée en 2003, qui réclamait l'abolition des subventions sur le coton. «C'est grâce à cette initiative que le cycle de Doha est aujourd'hui amené à résoudre le problème du coton», remarque M. Egler. «Cet exemple montre bien que les règles de l'OMC sont importantes précisément pour les pays les plus pauvres et qu'elles peuvent jouer en leur faveur.»

### Intérêts concurrents

La Suisse, elle aussi, subventionne son agriculture, impose des restrictions à l'importation et dresse des barrières douanières pour protéger l'économie indigène. Cependant, les marchandises produites dans les 49 pays les moins avancés (PMA) peuvent accéder librement à son marché depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007. L'exemption de droits de douane et de contingents s'est traduite la première année par un bond des importations en provenance des PMA:

celles-ci se sont accrues de plus de 100 millions de francs, pour totaliser près de 500 millions.

Cependant, dès qu'un pays en développement ou émergent offre un produit compétitif sur le marché international – c'est le cas par exemple du sucre brésilien –, il ne peut plus bénéficier de telles préférences tarifaires.

Les initiatives et les efforts entrepris ces dernières années pour améliorer la situation des pays défavorisés ont certes apporté de nombreux changements positifs, notamment en ce qui concerne les produits du Sud issus du commerce équitable. Mais il faut bien admettre que le commerce mondial se caractérise par une concurrence impitoyable à l'échelle planétaire, et que ce sont les grands pays qui donnent le ton.

Il est donc indispensable de mettre en place une réglementation destinée à freiner les excès et à soutenir un commerce favorable au développement. Après l'échec des dernières négociations du cycle de Doha, la probabilité est faible que cela puisse se réaliser dans le cadre de l'OMC.

Malgré tout, Michel Gressot reste optimiste: «Les représentants des pays en développement sont aujourd'hui mieux informés qu'avant et toujours plus à même de faire passer leurs revendications.» Selon lui, on se rendra compte qu'il n'existe pas de formule toute faite pour définir le «bon commerce», mais qu'il s'agit de trouver de cas en cas des solutions adéquates. ■

(De l'allemand)



# L'enfant à naître

La jeune femme se glisse derrière le volant du véhicule. Son pied presse nerveusement la pédale de l'accélérateur. Elle jette des regards méfiants dans le rétroviseur, comme si des monstres la guettaient le long des rues. Le soleil étale avec arrogance sa beauté et les rares nuages ne servent qu'à rehausser la luminosité presque insoutenable du ciel.

La jeune femme ferme d'un geste rageur le bouton de la radio. Le journal, avec son cortège de mauvaises nouvelles, ne fait que renforcer son malaise. Des éboulements de terrain, causés par les pluies de la veille, ont fait deux morts, deux enfants en bas âge. Des réfugiés haïtiens ont été rapatriés depuis la république voisine. Parmi eux, une femme qui venait tout juste d'accoucher.

La jeune femme tente d'échapper à l'image de petits corps ensevelis sous les décombres. Elle sent ses yeux s'embuer et les essuie avec impatience. Dans sa tête, la voix de celui qui ne l'aime plus résonne et son chagrin aux causes multiples remplit l'habitable. Machinalement,

elle pose une main sur son ventre, comme pour protéger cette vie encore balbutiante qui y a pris logement. Non, elle ne dira pas à celui qui ne l'aime plus qu'elle attend un enfant de lui. Elle ne veut pas d'un amour sous conditions.

Moi, l'écrivaine, je regarde la jeune femme éviter de justesse un homme qui s'est précipité pour traverser la rue. Un peu secouée par cet incident, elle arrête sa petite voiture d'occasion qu'elle finira de payer dans quelques mois. Si tout va bien, si son loyer ne subit pas une hausse inattendue, si le prix du carburant ne continue pas son ascension vertigineuse. Un instant immobile, elle imagine son départ. Loin de cet environnement chaotique, imprévisible, où la vie fait trop souvent mal. L'inconstance de l'amour, la fragilité de la terre, la nature en colère, les soucis économiques qui rongent le quotidien, la violence qui s'infiltre dans les foyers et dans les cœurs, la faim qui enfante des monstres. Oublier tout cela. Partir. Laisser derrière elle cette misère, ce gouffre qui voudrait aspirer ses rêves, sa sérénité, ses éclats de rire.

La jeune femme fait redémarrer sa voiture. Sa mère et ses sœurs sont là-bas, à Boston. Elle leur a rendu visite l'été dernier. Elles l'attendent, la pressent de les rejoindre définitivement. Elle pourrait le faire. Ne s'explique pas pourquoi elle hésite tant, pourquoi elle ne parvient pas à prononcer ces mots, à signer les papiers qui la mettraient pour toujours de l'autre côté. Elle aurait aimé pourtant s'éloigner à jamais de ses amours déçues, des inquiétudes et des peurs, des rues défoncées, des destins malheureux, mais une part d'elle, forte et tenace, s'entête.

Le gynécologue a prévu que le bébé naîtra dans six mois. La jeune femme caresse doucement son ventre. Un sourire encore timide se forme sur ses lèvres. Elle imagine des grands yeux, curieux et désarmants, des pas trébuchants, des petits doigts s'accrochant à sa robe. Elle imagine son enfant courant, les bras ouverts, vers elle. Et dans sa tête, ce film si doux et enchanteur ne peut se jouer ailleurs qu'ici. Sous la beauté insoutenable du ciel, avec l'odeur palpitante de la mer dans l'air, avec autour d'elle ce tumultueux besoin de vivre. Malgré les rues en mal de béton, les émeutes, l'angoisse qui la prend parfois au ventre, l'incessante peur que les choses ne changent pas assez vite. Pas assez vite pour rassembler tous les génies créateurs et redonner place à l'espérance. Pour que les enfants à naître connaissent la douceur de vivre ici.

Moi, l'écrivaine, je vois la jeune femme, une lueur nouvelle au fond des yeux, reprendre avec détermination sa route. La nôtre. ■



**Évelyne Trouillot**, de nationalité haïtienne, est née en 1954 à Port-au-Prince, où elle vit actuellement. Romancière, nouvelliste et poétesse, elle est également professeure de français à l'Université d'État et dans une université privée. Elle a publié des romans, des recueils de nouvelles, des recueils de poésie en français et en créole, de même qu'un essai sur l'enfance et l'État de droit en Haïti, intitulé *Restituer l'enfance* (Haïti Solidarité Internationale, 2002). Son roman *Rosalie l'infâme* (Dapper, 2003) a reçu le Prix de la romancière francophone, à Grenoble en 2004, et son premier texte théâtral *Le Bleu de l'île* a reçu le premier prix ex æquo du Prix Beaumarchais des Écritures théâtrales de la Caraïbe en 2005.



Roger Lemoyne/Redux/af



# Une nouvelle vie pour les «villes mortes»

**On ignore pourquoi les «villes mortes» de Syrie ont été abandonnées jadis par leurs habitants. Toujours est-il que l'histoire de cette région et ses vestiges, surtout ceux de sanctuaires remarquablement conservés, ont une grande valeur culturelle. Avec ses trois sentiers de randonnée, un projet suisse associe culture, gouvernance et protection de l'environnement. De Maria Roselli.**

La Syrie conserve la mémoire d'une histoire cinq fois millénaire qui, au-delà du Proche-Orient, a aussi largement imprégné la culture européenne.

Outre son territoire actuel, elle englobait jadis toute la région formée par la Jordanie, Israël, la Palestine et le Liban. Elle est considérée comme le berceau du christianisme. Les habitants

de Ma'alula, l'une des plus anciennes communautés chrétiennes, parlent aujourd'hui encore l'araméen. C'est dans ce pays, qui lutte actuellement contre l'isolement politique imposé par les États-Unis, qu'ont régné les premiers califes. L'alphabet y fut inventé. Ce passé prestigieux a laissé des traces à travers tout le pays.

Malgré une situation politique tendue depuis des décennies, de plus en plus de touristes viennent à Damas. Ils visitent les mosquées ou poursuivent leur voyage vers Palmyre, l'oasis qui doit sa célébrité et son incommensurable richesse culturelle au fait qu'elle était située sur la route des caravanes, entre la Mésopotamie et Damas. De

toutes les villes syriennes, c'est cependant Alep, avec ses minarets et ses mosquées, qui impressionne le plus les visiteurs.

L'Unesco a inscrit en 1986 la vieille ville d'Alep au patrimoine mondial.

## **Marcher à travers les siècles**

Du point de vue du développement, la Syrie recèle un poten-





tiel considérable, mais elle se heurte à de nombreux problèmes. Parmi ceux-ci figurent la forte croissance démographique, un taux de chômage élevé, l'émigration constante d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et la paupérisation de vastes portions de la population. Sans compter que les indispensables réformes politiques et sociales se font attendre depuis des décennies.

Avec son homologue allemande GTZ, la DDC est l'une des rares agences gouvernementales de développement à mener des activités en Syrie. Même les organisations non gouvernementales ont encore, dans la plupart des cas, beaucoup de peine à obtenir les autorisations nécessaires pour y réaliser des projets. Dans ce contexte de fermeture politique, toute action de développement,

aussi modeste soit-elle, peut être l'occasion d'entamer le dialogue avec le gouvernement sur des sujets tels que la gouvernance et la protection de l'environnement.

Jacques de Watteville, ancien ambassadeur de Suisse à Damas, en était bien conscient lorsqu'il a suggéré en 2003 à la DDC de lancer un projet inhabituel dans le massif Calcaire, près d'Alep, au nord-ouest de la Syrie.

Objectif : contribuer à la préservation et à la promotion de sites exceptionnels, connus sous le nom de « villes mortes ». Avec la collaboration du ministère syrien de la culture, l'aide de la DDC devait servir à restaurer les chemins qui reliaient ces villes à l'époque, offrant ainsi aux amateurs de culture l'occasion de découvrir à pied d'antiques édifices religieux.

### L'ermite sur sa colonne

Contrairement à ce que suggère leur nom, les quelque 700 « villes mortes » n'ont jamais été des villes, même pas au temps de leur splendeur (du 4<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> siècle), mais plutôt des hameaux et des villages. Elles doivent leur valeur archéologique à la qualité de la préservation des édifices. On est surtout frappé par le grand nombre de sanctuaires. Le plus imposant est celui de Qalaat Samaan (citadelle de Siméon) qui fut pendant plusieurs siècles un lieu de pèlerinage connu loin à la ronde. Il s'agit d'un ensemble de quatre basiliques, érigées à la mémoire de saint Siméon, le premier des moines dits « stylites ». Méprisant tout ce qui était matériel, cet ermite chrétien s'imposait d'innombrables privations. Il a séjourné pendant de longues

périodes au fond d'un puits, ensuite dans une cellule murée ou enchaîné dans la montagne. Plus tard, il a vécu assis au sommet de colonnes de plus en plus hautes, afin de se rapprocher de Dieu. L'une d'elles mesurait 18 mètres. C'est là que Siméon le Stylite a passé les trente dernières années de sa vie. Des pèlerins venaient de loin pour écouter ses prédications. Après sa mort, en 459, on a construit autour de cette colonne l'édifice monumental de Qalaat Samaan.

La région traversait alors une période florissante. On ignore encore pourquoi elle a été peu à peu désertée au début de l'ère islamique. Les archéologues pensent que la rupture des relations avec les marchés de l'Est méditerranéen peut avoir joué un rôle. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, ces villages sont restés



Ingelborg Lippmann/Still Pictures

quasiment inhabités. Cela explique l'état de conservation exceptionnel et la valeur culturelle de nombre de leurs vestiges.

### Une contribution au développement de la région

Le massif Calcaire s'étend sur 140 km de long, 30 km de large et culmine à 900 mètres. Le mont Siméon en fait partie. C'est sur ses reliefs que se trouvent les trois chemins de randonnée restaurés avec l'appui de la Suisse (voir ci-contre) et inaugurés en novembre 2007. Modeste à l'origine puisqu'il n'a coûté que 195 000 francs, ce projet s'est mué en un événement d'envergure nationale. Il a suscité l'intérêt de plusieurs ministères syriens. Comme le confirme Véronique Bourquin, chargée de programme à la DDC, ceux-ci se demandent à présent comment ils pourraient exploiter et développer le potentiel ainsi mis en valeur. La DDC a alloué un crédit relais et espère s'engager dans d'autres domaines d'activités avec les acteurs en présence. «La DDC ne participera pas elle-même à

un projet de nature touristique. Nous avons jusqu'ici mis l'accent sur la conservation du patrimoine culturel et la protection de l'environnement. Maintenant, nous allons promouvoir le dialogue entre les divers ministères ainsi que la participation de la population», explique Véronique Bourquin.

La région aride et inhospitalière qui entoure les villes mortes est faiblement peuplée et la plupart des habitants travaillent comme journaliers à Alep, dans le secteur du bâtiment. Actuellement, certains d'entre eux suivent une formation pour apprendre à entretenir les sentiers balisés. La population locale devra également prendre conscience du fait que la préservation des sites culturels revêt une grande importance et peut contribuer au développement de toute la région. Qui sait? Bien que fort modeste au départ, ce projet parviendra peut-être à ressusciter les villes mortes. ■

*(De l'allemand)*

### Randonnées parmi des sanctuaires

Les chemins de randonnée qui ont été restaurés se trouvent entre 30 et 60 kilomètres à l'ouest d'Alep. Ils relient plus de vingt sites culturels, comprenant des dizaines de temples romains, d'églises byzantines et de monastères. Ils sont balisés et permettent de faire des excursions d'un ou de plusieurs jours.

**L'itinéraire 1** part de Brad, principal site archéologique de Syrie, et se termine à Kafr Nabo, où l'on peut admirer les vestiges d'un temple romain. D'une longueur de 12 km, il passe par Borj Haydar et Kalota.

**L'itinéraire 2** commence et finit à Sinkhar, qui est sans doute la plus belle de toutes les villes mortes, surtout connue pour ses magnifiques villas des 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> siècles. D'autres sites jalonnent ce parcours de 16 km : Surqania, Banastour, Sheikh Sleiman, Kafr Antin et Batouta.

**L'itinéraire 3**, long de 14 km, part du temple de Zeus situé au sommet du Sheikh Barakat. Il aboutit à Qatoura, village célèbre pour ses sépultures creusées dans le rocher, qui datent des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> siècles. Auparavant, le randonneur aura visité Sit al Roum, Refadeh, Deir Samaan et Qalaat Samaan.

Informations complémentaires: [www.forgottencities.com](http://www.forgottencities.com)





### Vitalité du jeune cinéma péruvien

Films

Avec leurs paysages, leurs habitants et leurs ruines incas, les Andes péruviennes comptent parmi les principales attractions de l'Amérique latine. Quant à la capitale Lima, elle attire des gens de tout le pays en leur faisant miroiter les joies de la consommation. On retrouve ces différentes facettes d'un même pays dans deux superbes longs métrages qui témoignent de la vitalité du jeune cinéma péruvien.

*Madeinusa*, de Claudia Llosa, nous transporte dans un village des Andes où, pendant les fêtes de Pâques, toutes les lois sont abolies et chacun fait ce qu'il veut ; *Salvador*, un jeune homme venu de Lima au moment du *tiempo santo*, ne pourra plus retourner en ville, car il se perd dans les dimensions mystérieuses de cette communauté.

Le film *Días de Santiago*, réalisé par Josué Méndez, relate la difficile réinsertion d'un soldat ayant combattu dans la jungle : après avoir passé plusieurs années au service de sa patrie en guerre contre l'Équateur, Santiago Román revient à Lima, mais il n'y trouve pas sa place. Une situation que vivent nombre de soldats démobilisés de par le monde.

« *Días de Santiago* » et « *Madeinusa* » : les DVD sont parus chez trigon-film, avec de nombreux bonus. Commandes et informations : 056 430 12 30 ou [www.trigon-film.org](http://www.trigon-film.org)

### La résistance pacifique d'un village colombien

Dans la région d'Uraba, en Colombie, l'armée nationale, des

groupes paramilitaires et des guérilleros s'affrontent depuis le milieu des années 90. La population civile étant la première à souffrir de ce conflit, des paysans ont décidé en 1997 de constituer une communauté neutre en faveur de la paix. Ils entendaient faire valoir leur droit de ne pas être impliqués dans la guerre civile. Les belligérants ont réagi en s'en prenant violemment aux villageois. Le film brosse le portrait de la communauté en train de bâtir un village dans un lieu sûr et suit les activités parfaitement inoffensives des habitants. Il donne la parole à plusieurs protagonistes de ce mouvement pour la paix et observe les enfants qui jouent ou aident les adultes. Dans ce village, on partage le travail, les joies, mais aussi les chagrins : un monument de pierres colorées a été érigé à la mémoire des victimes du conflit. *Hasta la última piedra* est un film sur la solidarité, l'espoir d'un monde pacifié et le travail d'organisations internationales en faveur de la paix ou des droits humains.

Juan José Lozano : « *Hasta la última piedra – Jusqu'à la dernière pierre* », documentaire, DVD, 58 minutes ; espagnol (v.o.) ; sous-titres : français, allemand, italien, anglais ; dès 16 ans. Distribution/vente : Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, [fed@globaleducation.ch](mailto:fed@globaleducation.ch) ;



prix de vente : 35 fr. pour écoles et enseignants.

Informations : service « Films pour un seul monde », tél. 031 398 20 88, [www.filmeeinewelt.ch](http://www.filmeeinewelt.ch)

### Des cuivres aux couleurs africaines

Musique

(er) C'est grâce aux fanfares militaires des colons que les musiciens africains ont découvert les cuivres européens dans les années 20 et qu'ils ont appris à en jouer. Les missionnaires ont vu la chose d'un bon œil, car les tambours traditionnels étaient considérés comme des instruments païens. Créé au Bénin en 1994, le Gangbé Brass Band



appartient à cette tradition. Cependant, les huit musiciens de ce groupe ne défilent pas dans la rue au rythme de marches militaires. Ils ont inventé un style de jazz original d'inspiration africaine et débordant d'imagination. Les timbres du trombone, du saxophone, du bugle et de deux trompettes s'allient pour remplir l'espace sonore, alternant rythmes chaloupés et incisifs, sur lesquels s'affirme parfois un solo tendance funky. Le tout est solidement soutenu par la basse du tuba, tandis que les percussions trépidantes rappellent la tradition africaine. Enfin, des voix profondes et un peu rauques posent des accents simples sur cette musique finement orchestrée. Il est alors difficile de ne pas se laisser entraîner.

Gangbé Brass Band : « *Assiko* » (Contre Jour/Disques Office)

Service



## Un village aux couleurs du Brésil

(er) Depuis cinq ans, le Paléo Festival de Nyon abrite un Village du Monde. Cette année, celui-ci a proposé un programme brésilien riche et contrasté, fait de sonorités et de rythmes africains, amazoniens, noirs américains ou européens. Comme d'habitude, une compilation concoctée avec amour et respect permet d'écouter chez soi les meilleurs moments de ces quelques jours : les morceaux de quinze invités, déjà publiés, composent un univers musical entre tradition rurale et modernité urbaine, entre nostalgie et joie de vivre, entre douceur et passion. Marcelo D2, avec *Samba-HipHop*, ou DJ Sandrinho, avec *Baile-Funk*, nous font passer de la tradition à la modernité, tandis que les percussions corporelles et les voix impressionnantes des Barbatuques reprennent un groove plus traditionnel. Vanessa Da Mata, quant à elle, sublime la musique populaire et sa voix gracieuse – en duo avec le chanteur américain Ben Harper – se love tout au fond de l'oreille, à l'instar d'autres morceaux de ce CD.

*Divers artistes : « Paléo Festival Nyon, Village du Monde 2008 ; Brasil – Couleur Brésil » (Paléo Festival Nyon/Disques Office)*

## Équilibre mystique

(er) De la vénérable poésie soufie du 13<sup>e</sup> siècle, des mélodies venues d'Inde, d'Iran ou de

Turquie, des sons fabriqués par des studios américains : dans son double album *Nine Heavens*, le trio irano-californien Niyaz livre, avec une aisance déroutante, un équilibre subtil entre versets mystiques, harmonies traditionnelles et électronique moderne. Maniée de main de maître, la table de mixage permet à ces musiciens hors pair de tisser des rythmes groovy avec les sonorités d'instruments traditionnels, comme le *tonbak*, tambour persan en forme de gobelet, la cithare à long manche ou *cura*, la vielle à pic *kamman* et la flûte de bambou *bansuri*. Dans



cette sphère musicale parfaite, la chanteuse Azam Ali pose sa voix tantôt envoûtante, tantôt éthérée. La plongée dans les créations mystiques de Niyaz provoque des frissons qui s'insinuent au plus profond de l'âme. Superbe bonus, le second disque de l'album ne fait qu'accentuer le plaisir de l'oreille : les morceaux savamment arrangés sur le premier disque y sont enregistrés en version acoustique. *Niyaz : « Nine Heavens » (Six Degrees-Exil-Indigo)*

## Éducation et développement

(bf) Le site Internet de la Fondation Éducation et développement (FED) a fait peau neuve et s'est enrichi. Mieux conçue, la boutique en ligne, qui s'adresse aux enseignants, aux écoles et à d'autres responsables de la formation, permet de rechercher et de commander du matériel pédagogique sur les sujets suivants : relations Nord-

Sud, développement durable, droits humains, droits de l'enfant, paix/conflits et diversité culturelle. Ce site en quatre langues fournit des explications claires sur les principaux domaines d'activité de la FED : éducation dans une perspective globale, formation au développement durable et éducation politique. Des articles, des documents et des liens retracent l'évolution de ces activités dans le monde éducatif, mais aussi leur application pratique et quotidienne dans les écoles. Les fenêtres thématiques sont également très appréciées des utilisateurs. Une compilation de moyens didactiques, de documents disponibles en ligne et de liens complémentaires leur fournit un vaste choix de matériel sur un thème d'actualité.

[www.globaleducation.ch](http://www.globaleducation.ch)

## Cours, Agu, cours !

(bf) Le premier roman d'Uzodinma Iweala a d'abord été un travail de diplôme en création littéraire à l'Université de Harvard. Ensuite, il a été réécrit à la première personne pour devenir un livre. À sa parution en 2002, *Beasts of No Nation* a fait sensation et depuis lors, il a récolté des prix littéraires dans le monde entier. Uzodinma Iweala est né en 1982 à Washington de parents appartenant à l'ethnie nigériane des Ibo. Son livre, paru fin août dernier en traduction française,

raconte l'histoire d'un garçon de neuf ans, Agu, dans un pays africain qui n'est pas nommé. Lorsque la guerre arrive dans le village, son père lui ordonne : « Cours, Agu, cours ! » L'enfant prend ses jambes à son cou et s'enfuit, mais sa route croise celle des rebelles qui l'enrôlent de force. Sous les ordres du commandant, Agu se transforme en tueur, il s'enfonce toujours plus profondément dans le monde du chaos et de la violence. Survivre devient son seul objectif. L'auteur a opté pour un style rapide et un langage simple, sans fioritures. Bien que fictif, ce récit est un vibrant plaidoyer contre la guerre.

*Uzodinma Iweala : « Bêtes sans patrie », Éditions de l'Olivier, 2008*

## Un pionnier de la résolution de conflits

(bf) À 78 ans, Johan Galtung est une sommité mondiale de la recherche sur la paix et les conflits. Titulaire de plusieurs doctorats honoris causa, il a fondé à Oslo en 1958 l'Institut international de recherche sur la paix, créant ainsi une nouvelle discipline scientifique. Depuis, il travaille en tant que médiateur, conseiller et auteur. Il a participé à des arbitrages dans une centaine de conflits à travers le monde. Dans *Transcend and Transform : An Introduction to Conflict Work*, ce Norvégien cosmopolite a réuni sa vaste expérience et sa méthode de médiation, appelée Transcend. Un livre qui s'avère aussi passionnant pour le spécialiste que pour le grand public. L'auteur fournit des indications pratiques sur la manière de résoudre des conflits, que ceux-ci mettent aux prises des individus, des nations, des ethnies ou des communautés religieuses. La méthode de Johan Galtung ne mise pas sur la victoire, la défaite ou les concessions faites par



l'une des parties, mais sur le dialogue et sur la nécessité de trouver ensemble de nouveaux objectifs pour remplacer ceux qui sont irrécyclables.

Johan Galtung : « *Transcend and Transform: An Introduction to Conflict Work* », Paradigm Press, 2004

### Des femmes qui changent le monde

(bf) « Je voudrais montrer ces personnes en tant qu'individus, donner leur nom et raconter une partie de leur histoire, car elles sont bien davantage que les membres anonymes d'une ethnie étrangère. » Voilà comment le photographe américain Phil Borges décrit ses portraits de femmes, réunis dans l'ouvrage *Women Empowered*. Il s'agit de femmes qui surmontent toutes sortes de difficultés afin de faire progresser leurs communautés et d'offrir un avenir meilleur à leurs familles. Ainsi, Bkat Nazera a fondé en Afghanistan une entreprise textile où 2200 veuves apprennent aujourd'hui à coudre, broder et tricoter. Au Bénin, Rosaline lutte contre le mariage forcé et le trafic d'enfants. La

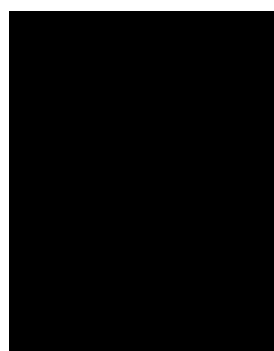


Ghanéenne Nana Gyetuah se bat contre l'industrie du bois qui détruit les champs et les plantations des villageois dans son pays. Ce livre s'inscrit dans une campagne de l'organisation humanitaire Care, qui vient surtout en aide aux femmes et aux jeunes filles et favorise leur émancipation. Remarquablement serein, soigné et très émouvant, il parle de l'espoir qui naît de la réalité.

Phil Borges : « *Women Empowered – Inspiring Change in the Emerging World* », Rizzoli, 2007

### Ramallah, printemps 2002

(bf) Les livres de Sahar Khalifa ne manquent jamais de surprendre. Née à Naplouse en 1941, celle que l'on considère comme la plus grande romancière palestinienne décroche régulièrement des récompenses littéraires. La dernière en date a été le prix Naguib Mahfouz, qui lui a été attribué en 2006 par l'Université américaine du Caire. Dans ses romans, Sahar Khalifa juxtapose toujours, d'une manière inhabituelle, une critique acerbe de la société palestinienne et une opposition farouche à l'occupant israélien. C'est aussi le cas dans son dernier ouvrage, *Un printemps très chaud* : au printemps 2002, lorsque l'armée israélienne prend d'assaut le siège du gouvernement de Yasser Arafat à Ramallah, le jeune Maguid est l'un des derniers à défendre le quartier général en ruines. L'écrivaine parvient avec une



légèreté et une intensité bouleversantes à tisser des liens entre les événements dramatiques, les divisions au sein de la population, la lutte des femmes et le combat pour l'indépendance de son pays. Ce récit est subtil, sans manichéisme ni pathos.

Outre son activité littéraire, Sahar Khalifa dirige le Centre d'études féminines, à Naplouse, qu'elle a fondé en 1988.

Sahar Khalifa : « *Un printemps très chaud* », Éditions du Seuil, 2008

### Formation postgrade

**Formation** Voici les cours proposés par l'EPFZ d'ici mai 2009 dans le cadre de la préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (Nadel) :  
23.2.-27.2. Introduction à la planification et au suivi de projets  
25.3.-27.3. Décentralisation et gouvernance locale dans le processus de développement  
21.4.-24.4. Corruption et lutte contre la corruption dans les pays en développement  
6.4.-9.4. Élaboration de politiques dans la coopération internationale : le rôle de la société civile

27.4.-30.4. Introduction à la gestion financière de projets de développement  
6.5.-8.5. Développement de capacités dans la coopération internationale : de l'apprentissage personnel à celui des institutions  
27.5.-29.5. Problèmes actuels de la coopération au développement

Délai d'inscription : un mois avant le début des cours.

Langue de travail : allemand.

Informations et inscriptions : EPF Zurich, secrétariat du Nadel, Voltastrasse 24, 8092 Zürich ; tél. 044 632 42 40, [www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch), [balmelli@nadel.ethz.ch](mailto:balmelli@nadel.ethz.ch)

### Des spécialistes du DFAE viennent à vous

**Divers** Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets touchant à la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, cette prestation ne peut être offerte qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53/ 35 80 ; fax 031 324 90 47/48 ; [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)

### Impressum

*Un seul monde* paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

### Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)  
Catherine Vuifray (coordination globale) (vuc)  
Joachim Ahrens (ahj)  
Barbara Fournier (for)  
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)

Gabriella Spiri (sgq)  
Andreas Stauffer (sfk)

Beat Felber (bf)

### Rédaction :

Beat Felber (bf-production)  
Gabriella Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)  
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

### Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne, courriel : [info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch) [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

860192226

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 53 000

Couverture : Calcutta, Inde ; G.M.B. Akash/Panos/Strates

ISSN 1661-1675

**Dans le prochain numéro :**

**La crise alimentaire mondiale s'accroît. En raison de la flambée des prix des denrées agricoles, on estime que 100 millions de personnes viendront s'ajouter aux 860 millions qui, aujourd'hui déjà, souffrent de la faim. Notre dossier examine les raisons et les répercussions de cette crise, les moyens d'améliorer la sécurité alimentaire et les contributions que peut apporter la Suisse.**

